ECRAN DE VEILLE

PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

N°02 - JUIN/JUILLET 2019

SOMMAIRE

02 EDITORIAL : Frères musulmans, un péril européen

02 CONFIDENTIEL : l'ancien émissaire d'al-Qaida reprend du service pour le... Qatar !

03 Hezbollah, la guerre des 1000 jours.

03 Le Qatar contribue au succès du livre de Chesnot et Malbrunot !

03 Europol s'inquiète des stocks d'explosifs de Daech dans les Balkans

03 Maroc, l'autre affaire Benalla

03 Les menaces de Trump mettent les Frères musulmans en alerte

03 L'intrigante suppression de la notice rouge d'Interpol sur Youssef al-Qaradhawi

04 CONJONCTURES : **France, Iran, Chine, Afrique,** les dessous de l'actualité internationale

08 EXPERTISES : Asia Bibi et le trou noir pakistanais, *par Martine Gozlan*

09 USA- Iran : la guerre ? *Par Christian Malard*

10 Impunité des financiers du terrorisme : le modèle qatari, *par Roland Jacquard*

10 Le conseil européen de la Fatwa : touche à tout sauf à la Charia, *par Ian Hamel*

12 INVESTIGATIONS : le premier volet de notre enquête sur les Frères musulmans en Europe

27 DOCUMENTS : le rapport du Congrès américain qui affole l'Internationale frères-musulmane

28 PROFILS : Khalifa Al-Subaiy, le financier du « cerveau » du 11 septembre sévit toujours

CORRUPTION EN ALGÉRIE

La filière qataro-frères-musulmane des Boutflika

EXCLUSIF *Les enquêtes anti corruption en Algérie commencent à donner des sueurs froides aux autorités du Qatar. Selon nos sources, dans deux dossiers au moins, les investigations font apparaître l'implication de hautes personnalités qataries et de plusieurs figures parmi les « protégés » de Doha, au sein des réseaux européens des Frères musulmans, dans les circuits financiers utilisés par le clan Bouteflika pour piller les richesses du pays.*

Le premier dossier concerne la *Trust Bank Algeria*, filiale de la *Nest Investments Holding, LTD*, banque aux capitaux qataro-jordaniens, basée à Chypre. Son vice-président, Cheikh Nasser Bin Ali al-Thani, n'est pas seulement membre de famille princière, il est aussi le président, depuis 2008, de *General Takaful*, une puissante compagnie d'assurance islamique, basée sur les préceptes de la Charia.

Selon les premières investigations, plusieurs hommes d'affaires véreux proches de Saïd Bouteflika auraient bénéficié des largesses de la *Trust Bank Algeria*, notamment « *en matière de transfert de devises* ». Tant et si bien que dès le 14 avril dernier, dix jours à peine après la démission forcée de Bouteflika, le Conseil de la Monnaie et des Crédits de la Banque d'Algérie a évincé Kamel Ben Damerdji, le directeur de la *Trust Bank Algeria*, en invalidant sa nomination. Ce qui a contraint la banque à nommer, à ce poste, Djamel Bouledjenat, jugé « *moins lié aux oligarques déchus* »

L'autre scandale concerne un dossier nettement plus explosif : le pillage des ressources pétrolières du pays. Selon nos sources, les hommes de main du « c*lan présidentiel* », placés à la tête de la société pétrolière nationale *Sonatrach*, ont mis à la disposition de Said Bouteflika une « *véritable pompe à fric* », qui lui a permis de se servir à volonté en pétrole brut qu'une société de négoce suisse, *Lord Energy*, se chargeait de revendre en son nom !

Or, ladite société n'est pas anodine. Basée à Lugano, elle est dirigée par Nazim Nada, fils de Youssef Nada, le célèbre « f*inancier de l'ombre* » des Frères musulmans. Dans son conseil d'administration, figure Youssef Himmat, fils de Ali Ghaleb Himmat, autre chef historique des réseaux européens des Frères musulmans (voir page 26), ainsi que plusieurs Frères musulmans suisses et italiens, tels que David Piccardo et Omar Nasserdine.

Ces liens sulfureux avec une entité clairement liée aux Frères musulmans sont d'autant plus étonnants que le « clan Nada » a été soupçonné, par le passé, d'avoir financé le FIS et les GIA algériens, à travers sa banque *al-Taqwa*, elle aussi basée à Lugano, liquidée suite aux scandales dont elle a fait l'objet, au lendemain du 11 septembre 2001. ●

ALGÉRIE

Les « pilleurs de la Sonatrach » courent toujours !

Malgré les scandales à répétition, qui ont éclaboussé la *Sonatrach*, certains de ses cadres, qui ont contribué au pillage des ressources pétrolières du pays, échappent toujours aux poursuites. Dans l'affaire de la « *pompe à fric* » pétrolière de Saïd Bouteflika, seul le n°1 de la Sonatrach, Abdelmoumen Oueld Kaddour, a été touché. D'autre responsables, directement liés au scandale, courent toujours. On évoque notamment le nom d'un ancien manager du secteur trading de la Sonatrach. Muté, en mai 2018, vers un département des études économiques (sic !), il serait l'un des principaux artisans de ladite « *pompe à fric* » ! ●

ÉDITORIAL

Frères musulmans, un péril européen

Par ATMANE TAZAGHART

Longtemps la branche islamiste des Frères musulmans a bénéficié de la bienveillance des autorités et des largesses des législations sur l'asile politique dans les pays européens.

Une double aberration a longtemps prévalu à ce propos. Il y a tout d'abord cette contradiction sémantique criante dite de l'« islamisme modéré ». Car, comment peut-on être « modéré », ni même tolérant, tout en se revendiquant d'une vérité divine imperméable à toute critique ou examen de conscience ?

Dans le monde arabo-musulman, les islamistes disqualifaient systématiquement leurs adversaires laïcs, en les désignant comme les « suppôts de Satan » (Hizb al-Chaïtan), et se présentaient eux-mêmes comme les Califes (héritiers) d'Allah sur terre !

Mais, en Occident, on s'aveuglait à qualifier de « modérés » tous ceux qui - même du bout des lèvres - se disaient opposés à la violence djihadiste. Ce fut le cas, durant un demi siècle, des Frères musulmans. Et ce malgré le fait que toutes les figures du djihadisme mondial, d'Abdellah Azzam et son disciple Oussama Ben Laden à Aymen al-Zawahiri et son concurrent de circonstance Abou Bakr al-Baghdadi, ont connu leur premiers « faits d'armes » au sein des Frères musulmans !

A cet aveuglement volontaire, s'est additionné la posture victimaire des Frères musulmans, se présentant comme les partisans d'un « islamisme politique » persécutés par des Régimes despotiques. Et très vite, des chercheurs occidentaux, autoproclamés « islamologues », pour le seul fait d'avoir appris quelques bribes d'arabe au Caire ou à Damas, ont inventé le terme calamiteux d'« islam politique », en opposition à l'« islamisme armé ».

En amputant l'« islam politique » du *isme* figurant originalement dans la littérature frère-musulmane - délibérément, comme c'est le cas de François Burgat et de ses compères de l'« école d'Aix », ou par ignorance et manque de précision pour d'autres « spécialistes de la spécialité » islamiste - ils contribuèrent à le banaliser. Car, s'il est « politique », cet islamisme soulagé de son encombrant *isme*, doit être toléré et intégré dans le jeu démocratique, aussi bien en Occident que dans le monde arabo-musulman !

Il fallait attendre les terrifiantes attaques daechiennes, qui se sont abattues sur l'Europe, à partir de 2015, pour que des voix s'élèvent - enfin - contre cet « *ennemi idéologique* » islamiste, dont les Frères musulmans sont non seulement le fer-de-lance, mais aussi la maison-mère.

Grâce à cette prise de conscience, tardive mais salutaire, on commence à comprendre la nature du péril qui pèse sur l'Europe. Car, l'ennemi n'est pas seulement celui qui met des couteaux ou des armes entre les mains de jeunes européens fraîchement réislamisés. Ce sont aussi et surtout les prétendus « modérés » qui font de ces jeunes un terreau réceptif à la violence djihadiste, en leur inculquant le communautarisme, le vivre-entre-soi et la haine de l'autre. ●

CONFIDENTIEL

L'ancien émissaire d'al-Qaida au Sahel reprend du service pour le... Qatar !

Après avoir disparu des radars, pendant de longues années, notamment depuis le renversement, en octobre 2014, de l'ex-dictateur burkinabé, Blaise Compaoré, dont il était le « conseiller de l'ombre », le mauritanien Mustapha Ould Limam Chaffi refait surface, en tant qu'émissaire secret du Qatar en Afrique de l'ouest.

Selon nos sources, il serait intervenu, notamment, pour faire équiper l'armée du Burkina-Faso en matériel militaire (chars et auto-mitrailleuses) par le Qatar. Il jouerait aussi les lobbyistes pour le compte de Doha dans d'autres pays du Continent, comme la Côte d'Ivoire et le Rwanda.

Rappelons que Chaffi s'est rendu célèbre en tant qu'émissaire d'AQMI, la branche d'al-Qaida au Sahel, dans des affaires de prises d'otages occidentaux. En décembre 2011, son pays d'origine, la Mauritanie, a émis un mandat d'arrêt international contre lui et trois autres de ses compatriotes pour *« intelligence avec des groupes terroristes et appui logistique et financier à des groupes terroristes en activité dans le Sahel »*.

La Qatar contribue au succès libraire du livre de Chesnot et Malbrunot !

Selon une note confidentielle française, l'ambassade du Qatar à Paris aurait rémunéré des étudiants arabes en France, pour racheter dans les libraires et autres points de ventes un maximum d'exemplaires du livre *Qatar Papers* de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. Une stratégie infructueuse, puisque ces achats massifs n'ont provoqué aucune rupture des stocks. Ils ont, au contraire, contribué au succès du livre !

Les manœuvres qataries à l'Unesco irritent le quai d'Orsay

Après une première candidature infructueuse à la direction de l'Unesco, en 2017, le Qatar prépare activement une nouvelle candidature, pour les élections de 2021. Cette campagne s'est illustrée notamment par des « *manœuvres souterraines* » visant à déstabiliser Audrey Azoulay, l'actuelle présidente française de l'Unesco, selon une source au Quai d'Orsay visiblement très irritée de voir le Qatar recourir à de « *tels procédés* ».

HEZBOLLAH

La guerre des 1000 jours !

Selon des renseignement réservés, dévoilés aux occidentaux par un officier iranien proche du haut commandement des *Pasdaran* (gardiens de la révolutions iranienne), le Hezbollah posséderait une quantité de missiles qui suffirait pour 1000 jours, au rythme de 200 missiles par jour, en cas de conflit armé avec Israël. Selon la même source, l'Iran a aidé le Hezbollah a remplacer ses anciens missiles à combustible liquide par des missiles à combustible solide, plus fiables et de plus grande portée.

EUROPOL

Inquiétants stocks d'explosifs de Daech

Dans une récente note confidentielle, Europol s'inquiète à propos de réseaux logistiques de Daech, repérés depuis plusieurs mois, qui opèrent d'importants mouvements de trafic et de stockage d'explosifs dans plusieurs pays d'Europe centrale et dans les Balkans.

MAROC

L'autre affaire Benalla

La brigade financière marocaine enquête sur les comptes de la société *Intra Conseil*, appartenant à Alexandre Benalla et basée à Marrakech. Selon nos sources, l'ancien « vigile de l'Elysée » est associé, dans ses affaires au Maroc, à Vincent Miclet, un homme d'affaires français controversé, connu pour être un ancien « fournisseur » de l'armée angolaise.

Les menaces de Trump mettent les Frères musulmans en alerte

Depuis l'offensive du Président Trump, menaçant d'inscrire les Frères musulmans sur la liste des entités terroristes, les services secrets turcs et qataris ont multiplié les réunions à Doha, en vue de contrecarrer les conséquences éventuelles de la mise à exécution de ces menaces.

Par ailleurs, selon une source confidentielle, un sommet des principaux responsables des Frères musulmans en Europe serait en préparation. Et d'ors et déjà, des instructions ont été données à toutes les organisations et les associations liées à la Confrérie, afin de sécuriser leurs archives et leurs listing informatiques.

L'intrigante suppression de la notice rouge d'Interpol sur Youssef al-Qaradhawi

Interpol a supprimé la notice rouge émise à l'encontre du prédicateur frère-musulman, cheikh Youssef al-Qaradhawi, suite à son inscription sur la liste arabe des personnalités soupçonnées de collusion avec des groupes terroristes et les décisions prises par la Grande Bretagne, la France et les États-Unis, lui interdisant l'entrée sur leurs territoires.

La décision d'Interpol de retirer cette notice rouge, alors que lesdits griefs contre le cheikh al-Qaradhawi n'ont connu aucune évolution, est une démarche d'autant plus intrigante que le Qatar, où réside al-Qaradhawi, s'est illustré durant les derniers mois par de généreux dons pour aider Interpol à s'équiper en nouveau matériel ou pour financer certaines de ses recherches.

Le Qatar fait aussi appel, de plus en plus, à d'anciens hauts fonctionnaires d'Interpol, engagés en tant que consultants en cyber sécurité à Doha.

FRANCE

Réformes institutionnelles : Des « parlements régionaux » dotés de prérogatives de votes locaux ?

On travaille toujours à l'Elysée sur une réforme institutionnelle de l'appareil législatif. Avec, notamment, une possible fusion du conseil économique, social et environnemental (CESE) et du Sénat. Parmi les pistes envisagées aussi, suite aux revendications portées par le mouvement des gilets jaunes, la création de parlements ou d'assemblées régionales, avec des possibilités de votes locaux. ●

Nouvelles nomination diplomatiques

Hélène Le Gal, l'ex-conseillère Afrique de François Hollande, actuelle ambassadrice de France en Israël, va quitter Tel Aviv en septembre. Elle sera nommée ambassadrice au Maroc, où elle aura, comme mission prioritaire, de travailler en étroite collaboration avec les autorités du Royaume sur les dossiers concernant l'Afrique francophone.

De son côté, Aurélien Lechevalier, le conseiller diplomatique du Président Macron, sera nommé ambassadeur à Pretoria, en Afrique du Sud, où Macron se rendra en voyage officiel cet automne.

Le mouvement diplomatique en cours touchera aussi deux grandes ambassades : Moscou et Pékin. Selon nos sources le poste d'ambassadeur de France en Chine pourrait revenir à Thierry Mathou, actuellement directeur du département Asie au Quai d'Orsay, ou à Emmanuel Lenain, l'actuel conseiller diplomatique du premier ministre.

Place Beauvau veut renforcer le travail en réseau

Le ministère de l'intérieur travaille sur une meilleure organisation et une rationalisation de ses effectifs. L'objectif est de limiter les postes trop administratifs, pour privilégier les aspects informatiques et le travail en réseau afin de renforcer la collaboration des différents services en temps réel.

Une étude, à ce propos, a été confiée à l'inspection générale de l'administration (IGA).

L'Élysée étoffe son bureau justice

Après la cellule diplomatique et le cabinet militaire, l'Elysée va réformer son bureau justice, qui sera plus étoffé.

Dans cette optique, Hélène Davo, directrice adjointe du cabinet de la ministre de la justice, Nicole Belloubet, a été nommée au poste de conseillère justice du Président, en remplacement de la juge Sonya Djemni-Wagner.

Selon nos sources, cette dernière sera nommée, à la rentrée, comme représentante permanente de la France à *Eurojust,* l'organisme de l'Union Européenne en charge de la coopération judiciaire. Le Président Macron lui a demandé d'oeuvrer à l'accélération des procédures judiciaire au niveau européen, notamment dans les affaires de terrorisme.

Le parlement améliore sa force de frappe dans le renseignement

La délégation parlementaire au renseignement (DPR) veut renforcer ses moyens financiers et de contrôle. Pour ce faire, la DPR va recruter des spécialistes du renseignement militaire et civil. Elle va aussi signer des accords d'échanges d'informations, sur de sujets non nationaux, avec des commissions parlementaires européennes.

IRAN

La Corée du nord avoue avoir fourni plus de 6000 mines sous-marines à Téhéran

Dans le cadre des échanges d'informations entre la CIA et les services secrets Nord-Coréens, suite à la dernière rencontre entre Donald Trump et Kim Jong Un, les nord-coréens ont révélé aux américains avoir livré, durant 15 ans, pas moins de 6000 mines sous-marines à l'Iran.

Il s'agirait essentiellement d'engins du type EM52 : une mine de fond lancée par fusée. Leur utilisation par Téhéran, en cas de conflit armé, pourraient gravement perturber la navigation dans le golfe Persique.

Autre sujet d'inquiétude, selon nos sources, de petits bateaux équipés de propulseurs de mines ont été récemment repérés sur de petites bases maritimes iraniennes, non loin du détroit d'Ormuz. Il s'agit précisément des bases d'*Ansali*, de *Nosnar*, de *Bushehr* et de *Khorramchahr*, sur l'île de Kharg. ●

Le Mossad révèle à l'AIEA les secrets du programme iranien AMAD

Le Mossad a récemment transmis à l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) une première tranche des documents secrets du programme nucléaire iranien exfiltrés par un commando israélien parti d'Azerbaïdjan, en avril 2018 (voir *Ecran de Veille*, n°1, mai 2019).

Parmi les documents les plus sensibles de ce dossier figurent les rapports internes d'un programme clandestin iranien, nommé *AMAD*, dont l'objectif est de produire cinq têtes nucléaires de 10 kilotonnes chacune, destinées à être placées sur des têtes de missiles de type *Shabah 3*.

La marine iranienne ressuscite un gigantesque missile soviétique

Les récents essais effectués par l'Iran sur un missile anti navire de type *SS-N-4 Sark* (R-13) soulèvent de nombreuses interrogations dans les milieux spécialisés, concernant le degré d'avancement de ce programme et ses objectifs.

Ce gigantesque missile, capable d'emporter une tête nucléaire d'une mégatonne, a été développé dans les années 1960 par l'Union Soviétique, pour ses premiers sous-marins de type Golf et Hotel, avant d'être retiré du service au milieu des années 1970.

La taille de ce système, qui pèse 13 tonnes, pour une charge militaire de 1597 kilogrammes, le rend impossible à intégrer aux bâtiments ou aux sous-marins actuels de la marine iranienne. Mais, avec sa portée de 300 km, il pourrait, dans une version de défense côtière, renforcer considérablement les dispositifs iraniens, qui s'appuient essentiellement sur des missiles *Silkworm*, dont les versions les plus modernes (HY-4) affichent une portée ne dépassant pas 160 à 200 km.

Cependant, les experts considèrent que le *SS-N-4 Sark*, crédité d'un coefficient d'erreur de 1,8 à 4 kilomètres, est trop peu précis pour être utilisé comme un système anti navire crédible, sans apporter d'importantes modernisations à son système de guidage.

Téhéran a-t-elle réussi les tests d'un « initiateur de neutrons » ?

Les services occidentaux s'inquiètent des conséquences de l'escalade actuelle, qui offre au Régime iranien le prétexte idéal pour reprendre ses activités d'enrichissement d'uranium. Car, des documents scientifiques iraniens, récemment divulgués par des sources internes, semblent indiquer que la république islamique aurait réussi les tests d'un « initiateur de neutrons », utilisable comme un détonateur d'engins nucléaire.

Les expériences à ce sujet ont été menées, durant des années, sur le site nucléaire de *Metfaz*, près de Téhéran, par un ingénieur iranien du nom de Fereydan Abbassi, qui a chapeauté des équipes de scientifiques provenants de deux universités : l'université Imam Hossein et l'université Malek Ashtar.

Macron crée un groupe de travail spécial Chine

Le président français, Emmanuel Macron, a créé un groupe de travail spécial chargé d'étudier l'évolution des relations franco-chinoises depuis dix ans. L'Élysée veut ensuite lancer, au sein de l'Union Européenne, un intergroupe de travail sur le même sujet, afin de renforcer et de mieux coordonner la politique européenne face à la puissance chinoise. Mais aussi pour aboutir à une politique européenne commune face à l'antagonisme grandissant USA-Chine.

Tracfin veille sur les vignobles bordelais !

Les investissements chinois font l'objet d'une attention toute particulière de Bercy. Tracfin, l'organisme du ministère de l'économie et des finances chargé de la lutte contre la fraude et le blanchiment, surveille de près les investissements provenant d'entreprises ou de fonds chinois. Selon nos sources, une cellule spécialisée a même été mise en place, à Bordeaux, pour scruter soigneusement les transactions concernant les rachats de vignobles par des investisseurs chinois.

CHINE

Interpol : Pékin envisage de réinventer la guerre froide !

Dans un récent rapport, Interpol met en garde contre un plan secret du ministère chinois de la Sécurité d'Etat, visant à profiter de la crise migratoire pour installer des réseaux d'espions en Europe. Issus d'ethnies chinoises, mais de nationalités cambodgienne, vietnamienne, singapourienne ou indonésienne, ceux-ci pourraient, à long terme, devenir de précieux agents de renseignement, à l'instar des agents infiltrés soviétiques durant la guerre froide.

Par ailleurs, le rapport indique que les mafias chinoises profitent de la focalisation des services européens de sécurité sur la crise des migrants Moyen-Orientaux et Africains, et sur les dangers du terrorisme djihadiste, pour intensifier leurs activités et étendre leurs réseaux. ●

Pékin veut impressionner par son missile Dong Feng-41

L'armée chinoise a procédé aux tests de son nouveau missile balistique intercontinental *Dong Feng-41*. Ce missile à trois étages, à propergol solide, peut être lancé à partir de silos ou de plate-formes mobiles. Il a une portée comprise entre 12.000 et 15.000 kilomètres.

Le Président chinois, Xi Jinping, a donné des instructions prioritaires pour le développement et l'amélioration technologique de ce missile. Sans doute, pour impressionner les acteurs asiatiques, comme le Japon, inquiets à propos de la politique de Trump vis-à-vis de Pékin.

Coopération sino-russe sur les systèmes de défense sol-air

Un contrat a récemment été signé avec des sociétés d'armement russes, pour installer en Chine un centre d'entretien et de réparation des systèmes de défense sol-air S-400.

L'armée chinoise continue de réceptionner les missiles S-400 Triumph (l'équivalent de SA-21 Growler, dans la dénomination de l'Otan), commandés à la Russie en 2015.

Par ailleurs, Pékin exploite toujours la génération précédente de ces missiles, le S-300 (SA-10 Grumble en dénomination Otan), qui sera également entretenue et rénovée dans ce futur centre de réparation.

Une cellule djihadiste française en Libye inquiète les services européens

Des échanges confidentiels entre plusieurs services de renseignement européens font état de projets d'attaques en mer méditerranée et d'opérations kamikazes visant les côtes italiennes, françaises et espagnoles. Un réseau lié à Daech en Libye, composé à majorité de bi-nationaux franco-tunisiens, s'entraîne depuis plusieurs mois à ce type d'attaques. Les services européens s'inquiètent, tout particulièrement, d'une cellule au sein de ce réseau, qui regroupe une dizaine de jeunes djihadistes français parmi les plus aguerris.

AFRIQUE

Antiterrorisme : nouvel enjeu de taille en Afrique centrale

Le terrorisme continue à s'étendre en Afrique Centrale, notamment au Burkina-Faso et en Centrafrique, mais aussi au Congo-Kinshasa. Une instabilité régionale qui inquiète au plus haut niveau les Etats-Unis et les grandes puissances européennes. Et fait de la lutte antiterroriste un nouvel enjeu de taille en Afrique Centrale.

Une étude a récemment été réalisée par les grandes chancelleries occidentales pour juger des responsables africains les mieux préparés pour faire face à cette nouvelle menace. Le Président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, qui vient de signer un important accord avec le FMI, est apparu comme le plus à même de diriger un plan de stabilisation régionale.

Les diplomaties occidentales ont, de surplus, salué les qualités de certains de ses proches collaborateurs, comme le ministre Jean Dominique Okemba. Neveu du chef de l'Etat, responsable du Conseil National de Sécurité, il a discrètement et efficacement participé à la résolution de plusieurs conflits en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest. ●

De Villepin, l'Africain

Après la Chine et le Qatar, l'ancien ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, se montre très actif en Afrique.

Il a récemment effectué un voyage discret, mais efficace, en Afrique Centrale. Il a notamment proposé ses services de consultant au nouveau président de la République Démocratique du Congo, Félix Tshisekedi.

Prise d'otage d'un dirigeant de Total en Libye : Un avertissement des anti-Haftar à la France ?

Selon les conclusions d'une enquête confidentielle françaises, le dirigeant du pétrolier *Total* enlevé en Libye, en avril dernier, puis relâché contre une rançon, était surveillé par des milices alliées au gouvernement de Fayez el-Serraj, depuis le début de l'offensive du maréchal Haftar sur Tripoli.

L'enquête à établi que la prise d'otage était, en réalité, un « message » envoyé à la France par les anti-Haftar, craignant un ralliement de Paris au camp du maréchal.

Des commandos français en forêt équatoriale, pour parer aux prises d'otages

La France veut renouveler ses accords de défense avec le Gabon, notamment pour agrandir le Camp de Gaulle où sont basées les forces françaises. Et aussi pour créer une base secrète pour des commandos français, dans la forêt équatoriale gabonaise, à 70 kilomètres de Libreville, en vue de parer à d'éventuelles prise d'otage en Afrique centrale.

A cet effet, le chef d'état-major français, le général Lecointre, a récemment effectué un voyage à Libreville. Et le Président Ali Bongo, remis de son accident médical, aurait donné son accord.

Asia Bibi et le trou noir pakistanais

Par **Martine Gozlan***

Asia a pu enfin fuir l'Asie. Asia Bibi, Pakistanaise chrétienne, a quitté son pays natal après dix ans de cauchemar. Dix ans dans le couloir de la mort de la prison où elle a été jetée en 2009 pour « blasphème ». Au Pakistan, le « blasphème » est un crime : il permet à tout un chacun d'accuser son voisin, sa voisine d'insulte à l'islam et à son prophète. Un couteau, une corde, un supplice suspendus au dessus des têtes infidèles. Pour Asia Bibi - dont on ne connaitrait sans doute pas la tragique odyssée en Occident sans l'énergie d'une journaliste, Anne-Isabelle Tollet, qui a fait campagne et écrit pour elle - tout a commencé par une histoire d'eau. De l'eau qui se changera en sang pour ses ennemis. Par une journée étouffante de 2009, Asia se penche vers un puits proche et y prend une gorgée d'eau. Des voisines s'approchent en hurlant que ce puits est réservé aux musulmans et qu'elle, la chrétienne, en souille la pureté. Rappelons que le Pakistan, en langue ourdu, signifie « le pays des purs ». Pureté dangereuse. Son fondateur, l'avocat réformateur Ali Jinnah, aurait-il imaginé que cette nation s'abimerait dans le tribalisme et l'islamisme ? Jinnah était marié à une Indo-persane parsie, issue de la communauté des Zoroastriens, les adorateurs du feu. Il promettait : « *Le Pakistan ne sera pas un Etat théocratique gouverné par des clercs investis d'une mission divine* ». L'orateur inspiré a été trahi depuis bien longtemps. Pendant la dictature du général Zia, entre 1977 et 1988, l'islamisme politique s'est abattu sur le pays. Des dizaines de milliers de madrassas, d'écoles coraniques, ont vu le jour, ouvrant la voie à une seule éducation des enfants : l'obscurantisme. C'est alors qu'a été adoptée la législation punissant de mort ce concept primitif nommé blasphème.

Au pays où les purs sont majoritaires et dictent la loi, dans les assemblées du peuple comme dans la vie quotidienne, les minoritaires jugés impurs sont en grand danger. Les chrétiens constituent 2% de la population. Leurs églises sont régulièrement frappées par des attentats, comme les mosquées chiites d'ailleurs. Je me souviens d'un Noël pakistanais, il y a bien longtemps, où malgré les enfants en costumes éclatants, les prières et les cadeaux, flottait une inquiétude mal déguisée. Depuis l'assassinat de Bénazir Bhutto en décembre 2007, tout est allé de mal en pis. Le djihadisme a flambé, les partis islamistes ont tenu en otages complaisants les gouvernements successifs, en soutenant ouvertement les talibans afghans. Toute la province frontalière de l'Afghanistan est sous domination talibane, notamment la vallée de Swat, là où on tenta de tuer l'héroïque écolière Malala Yousafzaï, survivante de l'attentat et Nobel de la paix 2014. Le Pakistan est une nation désarticulée dont l'actuel Premier ministre Imran Khan, malgré ses protestations pseudo-modernistes, a fait allégeance aux ennemis de la liberté, des femmes et des minorités pour se faire élire en juillet 2018.

Ex play-boy cocaïnomane, il a défendu la législation sur le blasphème et s'est affiché avec une nouvelle épouse entièrement voilée.

Asia Bibi a été jetée au cachot sur accusation de commères haineuses dont les propos avaient droit de vie et de mort sur la jeune chrétienne. Son visage rond et souriant a maigri et vieilli. Il a fallu une campagne internationale pour que, neuf ans après son incarcération, le 31 octobre 2018, la Cour suprême pakistanaise où résistent vaillamment quelques consciences, prononce son acquittement. Mais à cette nouvelle, des dizaines de milliers de fanatiques ont manifesté dans tout le pays en brandissant un écriteau avec son portrait : « *Pendez-la !* ». Les organisations islamistes ont fait appel, elles ont perdu et Asia Bibi a pu enfin quitter son cachot. Mais elle a du se terrer sous bonne garde nuit et jour pour ne pas être assassinée. Le droit de quitter le sol pakistanais lui était refusé.

Début mai, la prisonnière s'est enfin envolée vers le Canada. En septembre sa confidente et son soutien Anne-Isabelle Tollet publiera son récit aux éditions du Rocher. Aujourd'hui Asia a le droit de respirer, d'embrasser sa famille et de prier selon sa foi.

Mais nous ne devons pas oublier que le pays où elle a vécu l'enfer est une grande puissance. Une puissance nucléaire aux mains des obscurantistes. Son arsenal a triplé en dix ans. On ignore tout des précautions qui entourent ce programme, officiellement lancé pour concurrencer l'Inde, l'ennemi héréditaire, également en possession de la Bombe et aujourd'hui gouvernée par Narendra Modi, extrémiste hindou qui aborde son second mandat. En face, le Pakistan, où la moitié de la population est toujours illettrée, peut sombrer d'un jour à l'autre dans l'anarchie. L'Occident ne semble guère se soucier de ce trou noir. ●

** Journaliste et essayiste, rédactrice en chef à l'hebdomadaire Marianne, spécialiste de l'islamisme et du Moyen-Orient.*

USA - Iran : la guerre ?

Par **Christian Malard***

Le président américain, Donald Trump, ne cesse de répéter qu'il peut faire face à l'Iran sans avoir recours à la guerre. Cela dit, il serait intéressant de l'entendre spécifier ce qu'il ferait si le régime iranien se procurait suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer sa bombe nucléaire ou s'il prenait d'autres initiatives qui lui ferait franchir la ligne rouge fixée par les Etats-Unis.

Les officiels américains reconnaissent que si le président iranien, Hassan Rouhani, s'en tient à l'annonce de son intention de ne plus limiter la production de combustibles nucléaires, l'Iran pourrait très vite se doter de l'arme nucléaire.

Aujourd'hui, les alliés des Etats-Unis encouragent Donald Trump à clarifier au plus vite ses objectifs stratégiques afin de preciser si la confrontation avec l'Iran vise-t-elle :

- à mettre fin aux ambitions nucléaires du régime des Ayatollahs ?
- à arrêter son soutien aux groupes terroristes que sont le Hamas, le Djihad islamique, le Hezbollah et Houthis ?
- à créer les conditions idéales pour que le peuple iranien renverse la mollahcratie au pouvoir depuis plus de 40 ans ?

Donald Trump voulait à tout prix sortir à 100% de cet accord sur le nucléaire signé sous l'Administration Obama, sans avoir pensé, un seul instant, aux conséquences prévisibles quand il l'a rejeté en mai 2018.

En fait, en déchirant cet accord, Donald Trump a ouvert la boite de pandore. Il est confronté, à présent, aux conséquences de sa décision. Quand il déclare qu'il ne veut pas la guerre avec l'Iran, il veut surtout démontrer que, quoi que puisse recommander son conseiller le plus anti-iranien, John Bolton, patron du conseil de la sécurité nationale à la maison blanche, il ne penche pas forcément en faveur d'un conflit armé.

Mais, si l'Iran était très proche de la fabrication de la bombe nucléaire, lui et le premier ministre israelien Benyamin Netanyahu pourraient, à tout moment, passer à l'action.

Je suis tenté de dire que Donald Trump est un habitué de ce type de situation. En 2017, il avait traité le président nord coréen, Kim Jung Hun, de tous les noms et l'a menacé d'un déluge de feu quand ce dernier a procédé à des tirs de missiles et à des essais nucléaires.

Depuis, les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises. Pourtant, il n'y a eu aucune avancée sur la dénucléarisation de la Corée du nord et Kim Jung Hun poursuit son programme nucléaire selon l'aveu même des services de renseignement américains.

À n'en pas douter, cela n'a pas échappé aux Iraniens qui collaborent avec les nord Coréens sur le nucléaire. Aujourd'hui ils doivent, sans doute, se moquer des tweets guerriers de Trump, en imaginant que ni lui, ni les militaires américains, n'envisageraient sérieusement une intervention militaire contre la republique islamique.

Les Iraniens ne peuvent pas prendre Trump au sérieux quand il nie vouloir un changement de Régime. Il n'est pas plus crédible lorsqu'il déclare que « la République islamique a une chance d'être un grand pays avec le même pouvoir en place ».

Donald Trump tient souvent des discours de politique étrangère truffés de messages contradictoires, allant de la menace à la diplomatie. C'est une méthode qui laisse ses alliés et ses adversaires au milieu du gué, dans un monde qui a plus que jamais besoin de certitudes.

Parier sur une telle stratégie face à l'Iran, c'est bien mal connaître le Régime des Ayatollahs, qui préfèrera laisser sa populaion subir les affres des sanctions, plutôt que de donner l'impression de fléchir ou de plier face aux menaces américaines.

Il y va de la survie du Régime, car plier face l'adversité extérieure serait un signe de faiblesse qui accentuerait les pressions internes de l'opposition et de la jeunesse et encouragerait les adversaires du régime à vouloir en découdre. Ce qui mettrait les mollahs face un nouveau soulèvement populaire dont ils ne se relèveraient pas. ●

** Expert en politique internationale et consultant diplomatique.*

Impunité des financiers du te rrorisme : le modèle qatari !

Par **Roland Jacquard***

Les récentes révélations du Wall Street Journal, sur les dysfonctionnements et les insuffisances du programme des sanctions de l'ONU contre le financement du terrorisme, ont fait éclater au grand jour ce que de nombreux experts et responsables onusiens savaient et dénoncaient depuis de longues années.

Au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, j'ai fait parti du groupe d'experts antiterroristes formé par le Conseil de sécurité de l'ONU. Et à ce titre, j'ai pris part à la mise en place des toutes premières listes noires des organisations et personnalités finançant le terrorisme, dont le gel des avoirs a été ordonné par l'ONU. J'étais encore en poste, en 2008, lorsque le qatari Khalifa al-Subaiy a été mis sur la liste noire onusienne, pour avoir été l'un des principaux financiers du « cerveau » du 11 septembre, Khalid Sheikh Mohammed.

Et voici que, plus d'une décennie plus tard, les documents onusiens, qui ont servi de base à l'enquête du Wall Street Journal, révèlent que cet ancien cadre de la banque centrale du Qatar n'a jamais cessé ses activités de « mécène de la terreur » ! Il ressort de ces documents qu'il a contribué, en 2009, puis en 2012 et 2013, à lever des fonds pour les réseaux d'al-Qaida au Pakistan, en Iran, en Irak et en Syrie !

Pis encore, en dépit du gel de ses avoirs, par une double décision émanant du Conseil de sécurité de l'ONU et du Trésor américain, il a continué à avoir accès à ses comptes, pour retirer pas moins de 120.000 dollars par an, durant une décennie !

Cette situation ubuesque montre les limites du système de contrôle et d'application des sanctions décrétées par l'ONU, qui se heurte à la souveraineté des États où résident les personnes visées, à leur manque de coopération et quelques fois à leur complicité qui offre aux bailleurs de fonds des organisations terroristes une impunité quasi-totale.

À cet égard, l'exemple de Khalifa al-Subaiy est édifiant. Le cas de ce citoyen qatari n'est, en effet, pas anodin. Il s'agit d'un proche parmi les proches de l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères de l'émirat gazier, Hamad Bin Jassim al-Thani. De surplus, il était au moment des faits, qui lui sont reprochés, haut cadre de la banque centrale du Qatar, chargé précisément de la lutte contre le blanchiment et la criminalité financière ! Et c'est au moment où il occupait cette fonction qu'il s'est rendu coupable de financement d'un chef terroriste et non des moindres : celui-là même qui a planifié et dirigé les attaques du 11 septembre !

Pourtant, il n'a jamais été inquiété avant mars 2008. Date à laquelle les autorités de Doha ont été contraintes à l'emprisonner, suite aux pressions grandissantes du Trésor américain. Mais, son incarcération n'aura duré que six mois. En octobre de la même année, ses relais dans les hautes sphères du pouvoir qatari sont intervenus pour le faire libérer. Et l'impunité, qui lui a ainsi été offerte, lui a permis de reprendre aussitôt ses activités de « mécène de la terreur » ! ●

Écrivain et consultant, président du Roland Jacquard Global Security Consulting (*RJGSC*)

Le conseil européen de la fat wa : touche à tout, sauf à la Charia !

Par **Ian Hamel***

Un musulman peut-il mettre du vinaigre de vin dans sa salade ? Une musulmane peut-elle monter à bicyclette ? Ou ouvrir au facteur quand son mari n'est pas là ? Le Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche (CEFR), créé en mars 1997 à Dublin par le qatari d'origine égyptienne Youssef al-Qaradhawi relève, du moins en théorie, d'une bonne intention. Il s'agit de fournir de judicieux conseils aux musulmans vivant en Europe afin qu'ils puissent s'intégrer tout en conciliant la loi islamique. Comme le souligne le premier recueil de fatwas édité en français en 2002 : « *il appartient aux savants musulmans de leur fournir des réponses claires, cohérentes et réalistes qui ne fassent pas d'eux, leur vie durant, des étrangers en puissance… des musulmans vivant en Europe habités par des malaises et des déchirements perpétuels* ».

A la question de savoir si une femme doit demander la permission de son époux si elle désire raccourcir la longueur de ses cheveux, la réponse dépend de l'importance du coup de ciseau. Selon le CEFR, elle peut, sans demander l'autorisation, les couper de façon imperceptible. En revanche, si la coupe est visible, cela « n*écessite une entente préalable entre les époux avant son exécution, afin que perdurent l'affection et la concorde entre eux* ». Le Conseil européen de la fatwa et de la recherche en profite pour rappeler que « *la musulmane ne se découvre pas les cheveux à l'extérieur, ni devant les hommes qui lui sont étrangers. Ainsi l'époux est le premier à avoir le droit de jouir de la beauté de la chevelure de sa femme* ».

Quand un musulman écrit qu'il est employé chez McDonald's, un établissement qui vend de la viande de porc, les savants lui demandent de chercher un autre moyen de subsistance. Toutefois, ils tolèrent que la personne puisse poursuivre dans l'emploi actuel « *si on n'a pas d'autres revenus pour garantir sa subsistance* ». Cette fondation, riche d'une trentaine d'érudits, vivant en Europe, mais aussi en Afrique et en Asie, ne cherche pas à jeter de l'huile sur le feu. Ainsi, selon la fatwa 19, si un homme constate juste après le mariage que sa femme n'est plus vierge, il ne doit pas la répudier automatiquement. En effet, le CEFR reconnaît qu'une jeune femme peut perdre sa virginité « *au cours d'activités sportives, notamment si elle ne fait pas preuve de prudence et de retenue, cela est tout à fait possible et le mari est tenu de la croire* ». Bref, à première vue, il ne s'agit que d'une assemblée d'érudits qui se contentent d'émettre de temps en temps de simples et inoffensifs avis juridiques à l'intention de braves croyants.

Il y a quelques années, j'ai pu suivre un Conseil européen de la fatwa et de la recherche, qui se déroulait à Istanbul, à l'invitation de Yousouf Ibram, alors imam de la mosquée de Genève. Ce dernier soulevait le délicat problème de la répudiation. Yousouf Ibram proposait que cette répudiation se fasse devant témoins. La démarche deviendrait alors plus complexe car le mari serait dans l'obligation de donner des explications sérieuses. On peut aussi imaginer que les témoins mettront toute leur énergie pour réconcilier le couple. « L*e divorce est la pire des choses licités pour Dieu, il n'est pas permis pour un musulman d'y recourir pour le moindre prétexte* », rappelait l'imam de la mosquée de Genève. Sa suggestion, pourtant fort peu révolutionnaire, n'avait pas fait l'unanimité au sein du Conseil européen de la fatwa et de la recherche.

En fait, la fondation est une émanation de la confrérie des Frères musulmans. Et en matière d'innovation, les "savants" choisis par Youssef al-Qaradhawi veulent bien négocier sur les détails, mais pas question de toucher à l'essentiel, c'est-à-dire à la charia. Elle doit demeurer la norme absolue pour tous les musulmans vivant en Europe. C'est si vrai que le CEFR n'entend pas renoncer à la… polygamie ! Il considère que c'est un « droit », qu'il faut tolérer sans l'encourager. Une couleuvre que *Musulmans de France* a eu du mal à avaler. Résultat, les éditions *Tawhid*, qui avaient édité le premier recueil de fatwas en 2002, préfacé par Tariq Ramadan, ont renoncé depuis à publier les suivants.

Par ailleurs, la personnalité même du président-fondateur du CEFR, Youssef al-Qaradhawi, ne donne pas vraiment l'image d'un islam « tolérant » et « de juste milieu ». Sur la chaîne *al-Jazeera,* ce dernier a justifié les attentats-suicides, appelé à tuer tous les Alaouites en Syrie et expliqué que l'élimination des juifs durant la seconde guerre mondiale n'était finalement qu'un châtiment divin. « T*out au long de l'histoire, Allah a imposé [aux juifs] des personnes qui les punissaient de leur corruption. Le dernier châtiment a été administré par Hitler (…) C'était un châtiment divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des croyants* », a-t-il déclaré le 30 janvier 2009.

En raison de son grand âge (92 ans), Youssef al-Qaradhawi a été remplacé, en novembre 2018, à la tête du CEFR, par un Britannique d'origine irakienne, le docteur Abdullah al-Judai, 61 ans, qui enseigne les fondements de la jurisprudence à l'Institut européen des sciences humaines du Pays de Galles.

Mais, dans les faits, ce changement de façade n'enlève rien à l'influence qu'exerce le prédicateur qataro-égyptien, en sa qualité de chef de file de *Tanzim al-Dawli*, la branche internationale des Frères musulmans, sur le CEFR et sur « Musulmans d'Europe », l'ex Union des organisations islamiques en Europe, dont le Conseil est l'émanation. ●

** Journaliste et écrivain, spécialiste des Frères musulmans*

Comment les *Ghoraba* so nt devenus « Musulmans d' Europe » !

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

L'implantation des Frères musulmans en Europe remonte à plus de 60 ans. Elle est le résultat de trois générations successives d'activistes et de prédicateurs. Mais, l'influence européenne de la Confrérie s'est considérablement accentuée, depuis le milieu des années 1990. Grâce, notamment, à l'arrivée au pouvoir de l'ancien émir du Qatar, Hamad Bin Khalifa Al-Thani, qui scella une alliance stratégique avec l'un des maîtres à penser des Frères musulmans, le sulfureux cheikh Youssef al-Qaradawi…

La première vague d'activistes Frères musulmans est arrivée sur le Vieux Continent, au milieu des années 1950. Il s'agissait essentiellement de cadres ayant fuit la répression qui s'est abattue sur la Confrérie, à partir de 1954, dans l'Egypte nasserienne.

Par la suite, de multiples vagues de réfugiés Frères musulmans ont déferlé sur l'Europe, fuyant les purges anti-Frèristes dans de nombreux pays arabes : en Irak (en 1970), en Syrie (à partir de 1980), en Libye (en 1980, 1990 et 1997), en Tunisie (en 1981, 1987 et 1991) et en Algérie (à partir de 1992).

Mais, auparavant, une autre catégorie d'activistes Frères musulmans a fait son apparition, à partir des années 1960. Une génération plus jeune, composée d'étudiants venus poursuivre leurs cursus dans les universités européennes. Certains d'entre eux arrivent en Europe en ayant déjà été sensibilisés aux idées frères-musulmanes, dans leurs pays d'origine. Mais, l'écrasante majorité est recrutée par la Confrérie au sein même des universités européennes.

Cette première génération d'étudiants marqua un tournant décisif dans le processus qui allait conduire à l'implantation durable de la Confrérie en Europe. Elle a, durant une vingtaine d'année, servi de courroie de transmission entre la vieille garde Frèriste des années 1950 et la jeune génération d'islamistes européens, qui vit le jour au début des années 1980, regroupant des jeunes issus de la deuxième génération de l'immigration et des convertis d'origines européennes.

En effet, avant l'entrée en scène de cette première génération d'étudiants Frèristes, les tentacules de la Confrérie en Europe étaient, certes, affiliés au *Tanzim al-Dawli*, l'Internationale secrète des Frères musulmans, mais leurs structures organisationnelles continuaient à s'articuler en fonction des pays d'origine de leurs membres. Les cercles de prédication, ouverts à un large public de sympathisants, tout comme les cellules d'endoctrinement, réservées aux activistes officiellement affilés à la Confrérie, étaient structurés sous forme de filières appelées « familles » : égyptiennes, syriennes, irakiennes ou maghrébines.

Au début des années 1960, ce *modus operandi*, calqué sur les modèles d'organisation de la Confrérie dans le monde arabe, a été remis en cause par l'arrivée des jeunes étudiants Frèristes, qui formèrent, dans les universités européennes qu'ils ont rejointes, des associations islamiques dépassant les clivages liés à leurs pays d'origine.

Collectifs Etudiants

Ainsi, la *Muslim Student Society* (MSS) a vu le jour en Grande Bretagne, en 1962. Elle lança la même année la première revue frère-musulmane publiée en Europe, sous le titre de *Sawt al-Ghoraba* (La voix des Étrangers). L'année suivante, deux autres organisations estudiantines frères-musulmanes lui emboîtèrent le pas : la *Federation of Student Islamic Societies* (FSIS), à Londres, et l'*Association des Etudiants Islamiques de France* (AEIF), à Paris. Puis, l'*Union Internationale des Étudiantes musulmans* (UIEM) fut créée à Bruxelles, en 1964, suivie de l'*International Islamic Federation of Student Organisations* (IIFSO), créée en 1969, à Aix-la-Chapelle, en Allemagne.

Paradoxalement, l'écrasante majorité des étudiants Frèristes, qui se considéraient comme des *Ghoraba* (étrangers) sur le continent européen, ont choisi d'y rester à la fin de leurs études. Leurs rêves de retourner en « terre d'islam » ont été compromis par les persécutions visant les Frères musulmans dans la plupart des pays arabes.

C'est ainsi que les anciens étudiants des années 1960, amenés à s'installer durablement en Europe, contribuèrent, un quart de siècle plus tard, à faire sortir les organisations frères-musulmanes des mosquées, où étaient cantonnés leurs aînés, et des universités, auxquelles leurs propre activités se limitaient auparavant, pour se lancer à la conquête de l'ensemble des communautés musulmanes installées en Europe.

Au début des années 1980, deux associations de jeunes jouèrent un rôle précurseur à cet effet. Il s'agit de *Jeunes Musulmans de France* (JMF) et *Youth Muslims UK* (YMUK). Elle furent notamment les premières à organiser des conférences et des prêches, en Français pour la première, en Anglais pour la seconde, à destination des jeunes musulmans nés en Europe ne maîtrisant pas l'Arabe.

L'activisme de ces jeunes associations Frèristes rencontrait une audience grandissante auprès des jeunes européens issus de la deuxième génération de l'immigration, attirés par les sirènes de la *Sahwa Islamiya* (Éveil Islamique), qui battait alors son plein dans les pays d'origine de leurs parents.

Les Frères musulmans y voient l'occasion de renforcer leur implantation en Europe et d'élargir l'influence du *Tanzim al-Dawli*, l'internationale secrète de la Confrérie, aux différentes franges des communautés musulmanes présentes sur le Vieux Continent.

Et c'est dans cette optique que l'*Union des Organisations Islamiques en France* (UOIF) voit le jour, en 1983. D'autres organisations du même type lui emboîtent rapidement le pas, dans plusieurs pays européens, puis elles se regroupent, sous l'égide de la *Fédération des Organisation Islamiques en Europe* (FOIE), en 1989.

Réseau pan-Eurpéen

Ainsi naquit la forme embryonnaire de l'actuel réseau pan-européen des Frères musulmans (voir la cartographie des organisations pan-européennes des Frères musulmans, pages 14 et 15). Il fallait, cependant, près de deux décennies, pour faire faire aboutir ce projet, à travers lequel la Confrérie a étendu sa toile d'araignée secrete à tout le Continent. Aidée en cela par deux facteurs distincts : le premier est lié au phénomène global de la mondialisation économique et du développement des technologies numériques de la communication ; le second est le résultat d'une alliance locale scellée, au milieu des années 1990, entre l'une des principale figures du T*anzim al-Dawli*, le cheikh Youssef al-Qaradawi, et l'émir du Qatar, Hamad Bin Khalifa al-Thani, qui venait alors de renverser son père à la tête de l'émirat gazier.

Fort du soutien diplomatique, médiatique et financier du Qatar, Youssef al- Qaradawi est parvenu à instaurer une mainmise quasi-totale des Frères musulmans sur les instances musulmanes en Europe. Grace, notamment, au très controversé *Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche* (voir l'encadré ci-contre) et à une myriade d'associations et d'organisations pan-Européennes, telles que le *Forum des Organisations Européennes des Jeunes et Etudiants Musulmans* (FOEJEM), le *Forum Européen des Femmes Musulmanes* (FEFM) ou le fond *Europe Trust* (ET) et l'*Institut Européen des Sciences Humaines* (IESH), à travers lequel les Frères musulmans accentuent, d'année en année, leur contrôle sur la formation des imams en Europe. ●

EuroFatwaApp
Outil de haine et de propagande frère-musulmane pour smartphone !

La toute dernière trouvaille du *Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche* (CEFR) est une appli pour smartphone, lancée en grande pompe, en avril dernier. Elle porte le nom d'EuroFatwaApp et est disponible en Arabe, en Anglais et en Espagnol. Avec la promesse que d'autres langues européennes vont suivre bientôt.

Accompagnée d'un slogan la présentant comme un « *guide théologique à destination du musulman européen* », elle est sensée promouvoir un « *islam modéré et du juste milieu* ». Pourtant elle a vite été épinglée par la presse anglo-saxonne, en raison de son contenu haineux, qui s'est illustré dès l'introduction de l'appli, écrite par le fondateur du CEFR, cheikh Youssef al-Qaradawi, qui comporte des propos violemment antisémites, comme l'a révélé le *Sunday Times*.

Face au scandale, le CERF s'est empresser de faire disparaître l'infamante introduction de son fondateur, sans la dénoncer ni même la commenter. Se contentant de la remplacer par une introduction plus conciliante, écrite par son nouveau président, Abdullah al-Joudai. Cette ruse n'est pas parvenue à mettre fin aux reproches. Car, au-delà des dérives antisémites du vieux Qaradhawi (voir la chronique de Ian Hamel, page 10), c'est les fondements mêmes de la pensée des Frères-musulmans qui posent problème aux autorités et ONGs occidentales. Notamment, en ce qui concerne certaines positions dogmatiques de la Confrérie qui portent atteinte aux droits et à la dignité des femmes, ainsi que ses visions communautaristes contraires aux valeurs fondamentales du vivre-ensemble et du respect de l'Autre.

Ces révélations ont conduit *Google* a retirer l'Appli de sa *store* en ligne. Mais, elle demeure accessible sur de nombreuses plate-formes, dont l'*Apple store*.

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

Organisations pan-européennes

CONSEIL EUROPÉEN DE LA FATWA ET DE LA RECHERCHE (CEFR)
Date de création : *1997*
Siège : *Dublin*
Personnages clés : *Abdullah Al-Joudai (actuel président), Youssef al-Qaradawi (fondateur et ex-président).*

EUROPE TRUST (ET)
Date de création : *1996*
Siège : *Markfield, Leicestershire, Royaume-Uni.*
Personnages clés : *Fouad Alaoui (président), Ali Abushwaima, Gazi Misirli, Abdul Jabbar Koubaisy, Salah Bouabdallah (administrateurs).*

FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS ISLAMIQUES EN EUROPE (FOIE)
Date de création : *1989*
Siège : *Markfield, Leicestershire, Royaume-Uni.*
Personnages clés : *Abdellah Ben Mansour (actuel président), Chakib Ben Makhlouf, Ahmed al-Rawi (ex-présidents).*

FORUM DES ORGANISATIONS EUROPÉENNES DES JEUNES ET ETUDIANTS MUSULMANS (FOEJEM)
Date de création : *1996*
Siège : *Bruxelles, Belgique*
Personnages clés : *Youssef Himmat (président), Abdelrahman Rizk (responsable du développement international), Hande Taner (responsable des compagnes), Adem Güngörmüş (trésorier), Fatime Zenelhasani (secrétaire générale).*

RÉSEAU MUSULMAN EUROPÉEN (RME)
Date de création : *2005*
Siège : *Bruxelles, Belgique*
Personnages clés : *Tarek Ramadan (fondateur, ancien président), Ibrahim El-Zayat (Président par intérim), Mohammed Belal El-Mogaddedi (vice-président). Nezar Mahmoud, Sehija Dedovic, Ivan Ejub Kostić (administrateurs).*

INSTITUT EUROPÉEN DES SCIENCES HUMAINES (IESH)
Date de création : *1998*
Siège : *Birmingham, Royaume-Uni*
Personnages clés : *Ahmed Jaballah (doyen), Abdeslam Hafidi (directeur administratif), Ounis Ghergah (directeur des études).*

FORUM EUROPÉEN DES FEMMES MUSULMANES (FEFM)
Date de création : *2006*
Siège : *Bruxelles, Belgique*
Personnages clés : *Iman Sandra Pertek (présidente), Dorsaf Ben Dhiab, (vice-présidente), Ayesha Basit (trésorière), Zainab Marrakchi, Meliha Rifatbegovic-Haskic, Suada Kera (administrateurs).*

DUBLIN
Irlande
MARKFIELD
BIRMINGHAM
ROYAUME-UNI
LONDRES
BELGIQUE
BRUXELLES

Suisse

Pourquoi la confédération helvétique est devenue « la Mecque » des Frèr es musulmans

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

La suisse est, sans équivoque, l'épicentre de la mouvance frères-musulmane en Europe. Terre d'accueil de plusieurs vagues de réfugiés appartenant à la Confrérie, depuis les années 1950, elle s'est imposée comme « la Mecque » des Frères musulmans européens. Grâce, notamment, à la discrétion de ses banques…

Les réseaux helvétiques des Frères musulmans sont organisés en quatre pôles distincts, qui s'étendent sur cinq cantons : Genève, Neuchâtel, Vaud, Tessin et Zurich. Chacun de ces pôles est chapeauté par une ou deux familles Frèristes : les Ramadan à Genève, les Kermous à Neuchâtel et Vaud, les Nada et les Himmat dans le Tessin et à Zurich.

L'inter-connectivité entre ces pôles ne passe pas seulement par l'Internationale secrète de la Confrérie, le fameux *Tanzim al-Dawli*, dont l'existence même a longtemps été niée par les Frères musulmans, ou par les réseaux financiers occultes protégés par le sacro-saint secret bancaire suisse. Elle s'illustre, aussi, par la présence du représentant d'une « famille » au sein d'une organisation tenue par une autre.

Ainsi, Hani Ramadan, basé à Genève, se retrouve, par exemple, au conseil d'administration de la *Fondation Wakef-Suisse* (FWS), tenue par les Kermous à Prilly, dans le canton de Vaud. Et Mohamed Kermous, basé à Neuchâtel, figure parmi les administrateurs de la *Communauté Islamique du Canton du Tessin* (CICT), tenue par les Himmat à Lugano.

La dynastie Ramadan

Dans la galaxie frères-musulmane, Genève est devenue une chasse gardée de la dynastie Ramadan. Même le tout puissant « guide spirituel » de la Confrérie, l'égyptien naturalisé qatari, Youssef al-Qaradawi, à dû fermer, en mars 2010, l'antenne helvétique de l'*International Islamic Charitable Organization*, qu'il avait implantée à Genève dès 1987.

Le règne sans partage de la famille Ramadan sur les réseaux genevois des Frères musulmans s'explique par l'aura et le prestige dûs au fait que ses membres sont les descendants du fondateur de la Confrérie.

La famille est, en effet, l'héritière de Saïd Ramadan, ancien secrétaire personnel du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna, dont il a épousé la fille ainée Wafa. Installé à Genève, dès 1959, Saïd Ramadan y fonde un Centre Islamique. Il contribue aussi à l'implantation des Frères musulmans en Allemagne, notamment à Munich.

À sa mort, en 1995, son fils aîné Hani prend sa relève à la tête du *Centre Islamique de Genève* (CIG). Et en 2001, une fondation portant le nom de Saïd Ramadan est créée. Elle est aussi dirigée par Hani. Tout comme le CIG, le conseil d'administration de la Fondation Saïd Ramadan est composé exclusivement des membres de la famille : sa veuve Wafa, ses fils Hani, Aymen, Yasser, Billal, Tariq et son unique fille Arwa.

Récemment, la réputation et l'aura des Ramadan ont été entachées par les scandales sexuels de Tariq Ramadan, accusé de viols par plusieurs plaignantes en France et en Suisse. Mais, le nouveau patriarche du clan, Hani Ramadan, n'est pas en reste. En 2003, il a été licencié de son poste d'enseignant par le canton de Genève, en raison de prises de position jugées discriminatoires, notamment des écrits controversés dans lesquels il faisait l'apologie de la lapidation et considérait le sida comme une « punition divine » ! En 2016, les autorités françaises l'ont interdit d'entrée sur le territoire français.

N'ayant pas respecté cette mesure d'interdiction, il est interpelé et expulsé, en avril 2017. Et en juin 2018, ses avoirs en France ont étaient gelés pour des soupçons de « financement du terrorisme ».

L'insatiable activisme des époux Kermous :

Dans les cantons de Neuchâtel et Vaud, couple Mohamed Karmous et sa femme Nadia ont créé successivement pas moins d'une dizaine d'associations Islamiques. Autant de tentacules qui servent de paravant à leur activisme frères-musulman, mais aussi à leur lobbying pro qatari.

Ils dirigent notamment la *Ligue des Musulmans de Suisse* (LMS), affilée à la *Fédération des Organisations islamiques en Europe* (FOIE), le *Centre Socioculturel des musulmans de Lausanne* (CSML), la *Fondation Euro-Suisse Mithak* (FESM), l'*Union Islamique des Enseignants* (UIE), l'A*ssociation Culturelle des Femmes Musulmanes de Suisse* (ACFMS).

En 2016, le couple s'est lancé dans un projet pharaonique visant à créer un « musée sans collection » dédié aux « civilisations de l'Islam ». Un édifice faramineux et disproportionné pour la petite localité la Chaux-de-Fonds, qui compte moins de 40.000 habitants, financé à plus d'un million de francs suisse (900.000 euros), par la fondation Qatar Charity (voir l'encadré ci-dessous) !

L'enclave Frèriste du Tessin !

Le canton suisse du Tessin est connu pour sa célèbre enclave de Campione, petite localité de 2,6 km², sous souveraineté italienne, en plein territoire Suisse. L'arrivée sur place, à la fin des années 1960, de deux figures emblématiques du *Tanzim al-Dawli*, Youssef Nada et Ali Ghaleb Himmat, y a implanté une enclave moins visible mais bien plus vaste, dédiée aux finances occultes des Frères musulmans.

Les activités discrètes des clans Nada et Himmat n'ont commencé à attirer l'attention qu'après les attaques du 11 septembre 2001. Notamment, suite aux enquêtes visant leur banque *Al-Taqwa,* soupçonnée de financement du terrorisme.

Ali Ghaleb Himmat, aujourd'hui âgé de 81 ans, est toujours administrateur de la *Communauté Islamique du Canton du Tessin* (CICT), qu'il a fondé en 1991. Son fils, Youssef Himmat, préside l'organisation frèriste pan-européenne *Forum des Organisations Européennes des Jeunes et Etudiants Musulmans* (FOEJEM).

À 88 ans, Youssef Nada, demeure très discret. Figure emblématique de l'internationale frères-musulmane, dont il fut le financier occulte durant plus d'un demi-siècle, son nom n'apparait officiellement qu'en tant que membre-fondateur de la *Fondation de la Communauté Islamique de Zurich* (FCIZ).

Son fils, Nazim Nada, semble avoir hérité de son père la culture du secret et le goût des finances occultes. Il dirige, à Lugano, *Lord Energy,* une énigmatique société de négoce en gaz et pétrole (voir en page 1, nos révélations sur l'implication de cette société de trading pétrolier dans les scandales de corruption liés au clan Bouteflika en Algérie). Parmi ses actionnaires, figurent plusieurs jeunes loups appartenant frères-musulmans suisses et italiens ! ●

« Musée » islamique de La Chaux-de-Fonds

La « bulle autarcique » dont rêvent les Frères musulmans

De l'ouvrage *Qatar Papers*, de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, les lecteurs ont surtout retenu l'importance financière des projets développés par l'émirat gazier en Europe via l'ONG *Qatar Charity*. Et accessoirement le salaire de 35.000 euros versé chaque mois à Tariq Ramadan par la *Qatar Foundation*, créée par la cheikha Moza, la mère de Tamim ben Hamad Al Thani, 38 ans, l'émir du Qatar depuis 2013.

Toutefois, la nouveauté est ailleurs. Contrairement aux autres pays du Golfe, et notamment à l'Arabie saoudite, l'ambition du Qatar et des Frères musulmans ne se limite plus à des lieux de culte. Ils entendent proposer, comme à Mulhouse, à côté de la mosquée, des écoles, un centre commercial, un sauna, une piscine, un salon de coiffure, et même une morgue. Pour les Frères musulmans, il ne s'agit plus de restreindre leur emprise à l'heure de la prière mais bien de prendre en charge l'individu musulman vivant en Europe depuis la naissance jusqu'à la mort. A l'intérieur même de l'Occident impie, ils imaginent la création de sortes de bulles où les minorités musulmanes pourront conforter leur identité musulmane, et réduiront au strict minimum leurs contacts avec les "kouffars".

Dans le Jura suisse, à La Chaux-de-Fonds, à côté du Musée des civilisations de l'islam, créé en 2016 grâce aux dons de *Qatar Charity*, l'émirat avait déjà acheté un terrain pour un million de francs suisses et envisageait d'investir 20 millions d'euros dans un vaste projet immobilier. Les appartements seraient loués à des musulmans afin de pérenniser l'investissement. L'objectif final étant que ces petites communautés musulmanes, vivant pratiquement en autarcie, puissent à l'avenir s'autofinancer, sans l'aide des subsides venant du Golfe. Mais la publication du livre *Qatar Papers* a finalement fait reculer l'ONG qatarie, qui renonce à son plus important projet en Suisse.

Si l'Institut du monde arabe avait été implanté à Vesoul, il aurait eu beaucoup de mal à faire le plein de visiteurs. Il en est de même du Musée des civilisations de l'islam à La Chaux-de-Fonds. Mais apparemment le Qatar a tenu à récompenser un vrai soldat de la Confrérie. D'origine algérienne, naturalisée suisse, Nadia Karmous ose monter au créneau chaque fois qu'il faut défendre l'islam radical, quitte parfois à se ridiculiser. Elle a ainsi traité les femmes, qui ont osé dénoncer la vie sexuelle débridée de Tariq Ramadan, de « frustrées ». Ajoutant que Ramadan méritait le prix Nobel de la Paix...

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

Organisations en Suisse

FONDATION EURO-SUISSE MITHAK (FESM)
Date de création : *2010*
Siège : *Le Locle*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (fondateur et président), Elarabi Gharib (président du comité de direction), Fatma Bouteraa, Khedidja Kherraze-Naouar, Abdelaziz Naouar (membres du comité de direction)*

FONDATION D'ŒUVRES À RAYONNEMENT SOCIOCULTURELLES (FORS)
Date de création : *2010*
Siège : *La Chaux-de-Fonds*
Personnages clés : *Nadia Karmous (fondatrice), Nadia Rachedi (présidente), Mohamed Karmous (membre), Khaldoun Dia-Eddine (membre du bureau direction), Ahmed Ben Rehouma (membre du bureau de direction)*

ORGANISATION EUROPÉENNE DE BIENFAISANCE ISLAMIQUE (OEBI)
Date de création : *2009*
Siège : *La Chaux-de-Fonds*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (fondateur), Gharib El Arabi (ancien membre du comité de direction)*

FONDATION DE LA COMMUNAUTÉ ISLAMIQUE DE ZURICH (FCIZ)
Date de création : *1994*
Siège : *Zurich*
Personnages clés : *Mohamed Mansour (fondateur), Abdelouahab Dehbi (actuel président), Mahmoud El Guindi (vice-président) Ali Ghaleb Himmat (membre fondateur), Youssef Nada (membre fondateur).*

UNION ISLAMIQUE DES ENSEIGNANTS (UIE)
Date de création : *2010*
Siège : *La Chaux-de-Fonds*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (fondateur)*

ASSOCIATION CULTURELLE DES FEMMES MUSULMANES DE SUISSE (ACFMS)
Date de création : *1992*
Siège : *La Chaux-de-Fonds*
Personnages clés : *Nadia Karmous (fondatrice et présidente)*

LIGUE DES MUSULMANS DE SUISSE (LMS)
Date de création : *1997*
Siège : *Neuchâtel*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (fondateur), Mansour Ben Yahya (actuel président), Sulaiman Sulaiman (administrateur).*

FONDATION WAKEF-SUISSE (FWS)
Date de création : *2009*
Siège : *Prilly*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (président), Hani Ramadan (administrateur), Mutlaq Alqarawi (administrateur), Elafif Ghanmi (vice-président), Ahmed Ben Rehouma (administrateur)*

CENTRE ISLAMIQUE DE GENÈVE (CIG)
Date de création : *1966*
Siège : *Genève*
Personnages clés : *Saïd Ramadan (fondateur), Hani Ramadan (président actuel), Wafa, Yasser, Tariq, Bilal et Arwa Ramadan (administrateurs)*

FONDATION SAÏD RAMADAN (FSR)
Date de création : *2001*
Siège : *Genève*
Personnages clés : *Hani Ramadan (président),Wafa Yasser, Tariq, Bilal et Arwa Ramadan (administrateurs)*

CENTRE SOCIOCULTUREL DES MUSULMANS DE LAUSANNE (CSML)
Date de création : *2002*
Siège : *Prilly*
Personnages clés : *Mohamed Karmous (fondateur et président)*

COMMUNAUTÉ ISLAMIQUE DU CANTON DU TESSIN (CICT)
Date de création : *1992*
Siège : *Lugano*
Personnages clés : *Ali Ghaleb Himmat (fondateur), Khaldoun Dia eddine (co-fondateur) Mohamed Karmous (administrateur), Sulaiman Sulaiman (administrateur)*

ALLEMAGNE
ZURICH
AUTRICHE
LA CHAUX-DE-FONDS
LE LOCLE
NEUCHÂTEL
SUISSE
PRILLY
GENÈVE
FRANCE
LUGANO
ITALIE

France

Les Frères (musulmans) du Qatar !

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

Qui sont les représentants des Frères musulmans en France ? Et quel poids représentent-ils au sein de la nébuleuse islamiste hexagonale ? S'il n'existe pas de chiffres précis sur le nombre des militants et encore moins des sympathisants de la Confrérie, il est incontestable qu'elle connait, depuis une vingtaine d'année, une implantation et une influence grandissantes.

La sulfureuse organisation des *Musulmans de France* (MdF) est l'émanation principale des Frères musulmans dans l'hexagone. Fondée en 1983, MdF a longtemps porté le nom d'*Union des Organisations Islamiques en France* (UOIF). Puis, au profit du déballage qui a suivi l'instauration d'un blocus contre le Qatar par la « coalition des pays arabes modérés » (Arabie saoudite, Émirats Arabes Unis, Egypte et Bahreïn), l'UOIF s'est vue inscrite sur la liste des organisations terroristes, en raison de son allégeance au *Tanzim al-Dawli* (organisation internationale), le tentacule mondial des Frères musulmans, dont le Qatar est le principal bailleur de fonds.

Craignant de se retrouver dans la ligne de mire des services européens chargés de la lutte contre le financement du terrorisme, l'UOIF s'est empressé de tenir un congrès extraordinaire, en février 2017, durant lequel l'organisation s'est démarqué officiellement de *Tanzim al-Dawli* et décidé de changer son nom en *Musulmans de France* .

L'omniprésente MdF

En dépit de ces changements de façade, MdF demeure le centre de gravité de la nébuleuse des Frères musulmans en France. Pour maintenir et accroître son influence auprès des musulmans de France, elle mise sur un important réseau qui compte une centaine de mosquées. Sa mainmise idéologique et organisationnelle passe aussi par le biais de la formation des imams.

Ainsi, l'ex-président de MdF, Abdellah Ben Mansour, promu à la tête de la *Fédération des Organisations Islamiques en Europe* (l'organisation pan-européenne dont émane MdF), continue d'enseigner à Saint-Denis, en banlieue parisienne, au sein de l'institut de formation des imams affilié à l'*Institut Européen des Sciences Humaines* (IESH). Une entité universitaire privée, dont le financement qatari et le contrôle idéologique des Frères musulmans ont été révélés par plusieurs enquêtes policières et journalistiques, dont la plus récente est *Qatar Papers* de Christian Chesnot et Georges Malbrunot (voir *Ecran de Veille*, n°1, mai 2019).

Organisations satellitaires

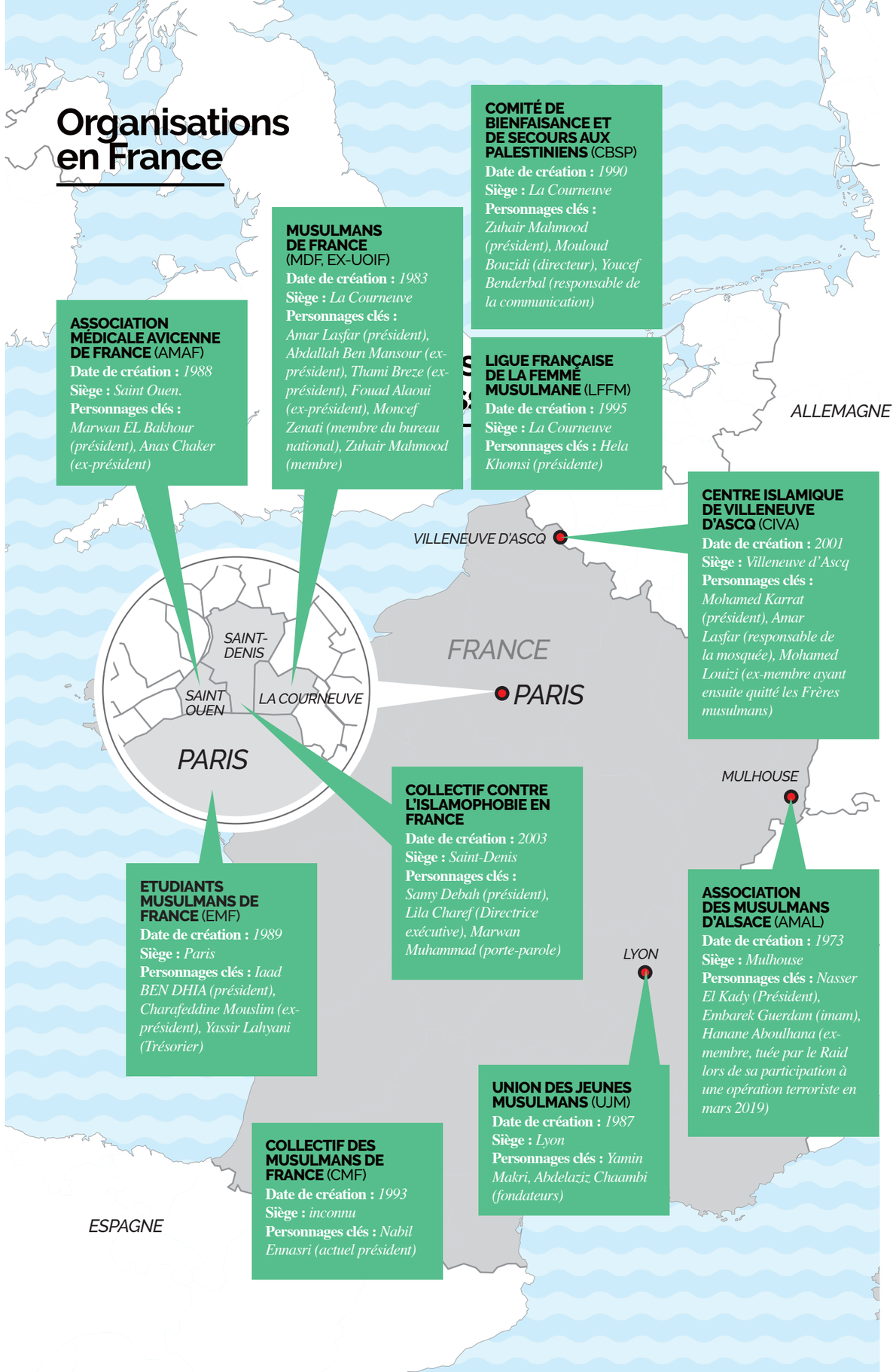
La stratégie des Frères musulmans, visant à influencer les fidèles au quotidien, s'appuie aussi sur une multitude d'associations, qui ont pour points communs de graviter autours de MdF et de bénéficier de la générosité financière du Qatar. Dans cet ensemble associatif adoptant une forme tentaculaire, on retrouve pêle-mêle des associations locales ou régionales, comme l'*Association des Musulmans d'Alsace*, le *Havre de savoir* ou le *Centre islamique de villeneuve-d'Ascq* ; des organisations catégorielles destinées à la jeunesse, telles que *Jeunes Musulmans de France* et *Etudiants Musulmans de France*, ou aux femmes, comme c'est le cas de la *Ligue Française de la Femme Musulmane* ; des ONG antiracistes ou dédiées à l'humanitaire, comme le *Collectif contre l'islamophobie en France*, l'*Association médicale Avicenne* ou le *Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens*.

Comme dans tous les pays où ils sont présents, les Frères musulmans misent aussi, pour assoir leur influence au sein des communautés musulmanes en France, sur le secteur de l'éducation. Ils disposent d'une trentaine d'écoles islamiques, dont la plus célèbre est le *Lycée Musulman Averroès* de Lille. Un établissement d'excellence, classé meilleur lycée de France en 2013 et meilleur de la région des « Hauts de France » en 2018, mais dont le contenu pédagogique est vivement critiqué par Soufiane Zitouni, professeur de philosophie démissionnaire de son poste au sein de ce lycée, qui a dénoncé, dans une tribune publiée par *Libération*, le « *mélange malsain et dangereux de religion et de politique* » dans les programmes pédagogiques dispensés au sein de lycée.

Électrons libres

Certaines figures liées aux Frères musulmans en France n'ont pas de liens formels avec MdF, mêmes s'ils entretiennent des relations privilégiées avec certains de ses leaders. Il s'agit d'activistes islamistes qui agissent, en apparence, en tant qu'électrons libres ou comme une sorte de « loups solitaires », non-armés mais extrêmement virulents. leurs liens idéologiques avec les Frères musulmans et financiers avec le Qatar ne font, cependant, aucun doute.

C'est le cas, par exemple, de Nabil Ennasri, vrai activiste islamiste et pseudo universitaire, qui se présente comme « qatarologue » (sic !) et qui dirige un site à la gloire de l'Emirat gazier, intitulé *Observatoire du Qatar*. Il préside aussi, depuis 2011, le Collectif des Musulmans de France (CMF), qui a vu le jour au début des années 1990 et qui a longtemps fait office de « fan club » de Tarek Ramadan en France ! ●



Belgique

Bruxelles, capitale (islamiste) européenne

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

La Belgique compte deux pôles principaux liés à la mouvance frères-musulmane, autour desquels gravite un ensemble d'associations locales et d'organisations satellitaires. Mais, la capitale Européenne est aussi convoitée par plusieurs organisations pan-européenne de la Confrérie dont l'activité principale est le lobbying auprès des institutions européennes.

De par sa position de capitale de l'Union Européenne, Bruxelles est une plaque tournante très convoitée par les réseaux Frères-musulmans. Trois des six organisations pan-européennes de la Confrérie y tiennent leurs quartiers généraux : le *Forum des Organisations Européennes des Jeunes et Etudiants Musulmans* (FOEJEM), le *Forum Européen des Femmes Musulmanes* (FEFM) et le *Réseau Musulman Européen* (RME).

Leur implantation en Belgique n'est pas fortuite, puisqu'elle leur permet de faire du lobbying auprès des institutions européennes, ainsi que de l'entrisme au sein des nombreuses ONGs belges et pan-européennes, telles que l'*European Network on Religion and Belief* (ENRB) ou le *Centre Démocrate Humaniste* (CDH).

Quant au réseaux locaux des Frères musulmans belges, ils sont structurés autour de deux pôles principaux. L'un est basé à Bruxelles, l'autre à Verviers.

La *Ligue des musulmans de Belgique* (LMB) tient son quartier général dans la capitale et est présente dans quatre autres villes : Liège, Anvers, Gand et Verviers. Créée en 2005, LMB s'est vite imposée comme l'organisation la plus représentative des Frères musulmans en Belgique. Présidée actuellement par Karim Azzouzi, elle entretient des liens très étroits avec son alter-ego français *Musulmans de France* (ex-UOIF), dont elle adopte la structure organisationnelle et les schémas de fonctionnent. Cela s'illustre, notamment, par un travail de proximité, basé sur la fédération d'une multitude d'associations locales et régionales. Et par l'effort assidu de prédication, notamment à travers l'organisation de rencontres, colloques et foires islamiques.

Le second pôle principal des Frères musulmans belges est le *Complexe Éducatif et Culturel Islamique de Verviers* (CECIV). Créé en 2004, par l'islamiste de nationalité allemande, Hassan Sawaid, il dirige la mosquée *Assahaba* et un centre socio-culturel rattaché à celle-ci.

Le CECIV a longtemps été dirigé par Michael Privot, l'une des grandes figures intellectuelle de l'islamisme belge. Après avoir revendiqué officiellement son appartenance aux Frères musulmans, en 2008, Privot fait dissidence, avec fracas, en 2012. Cinq ans plus tard, il relate l'expérience de son endoctrinement au sein de la Confrérie, dans un livre autobiographique intitulé *Quand j'étais Frère musulman...*

Autour de ces deux pôles principaux des Frères musulmans belges, gravitent plusieurs organisations satellitaires. Les plus influentes sont le *Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique* (CCIB), basée à Bruxelles et présidé par Mustapha Chairi, *Empowering Belgian Muslims* (EmBeM), basée à Genk et dirigée par Fatima Zibouh, l'*Association Belge des Professionnels* Musulmans (ABPM), devenue depuis 2018 Entrepreneurs Actifs de la Diversité (EAD), basée à Bruxelles et présidée par Taoufik Amzile, et l'association Toutes Égales au Travail et à l'École (connue aussi sous le nom de Collectif TETE), basée à Bruxelles et dirigée par Farida Tahar. ●

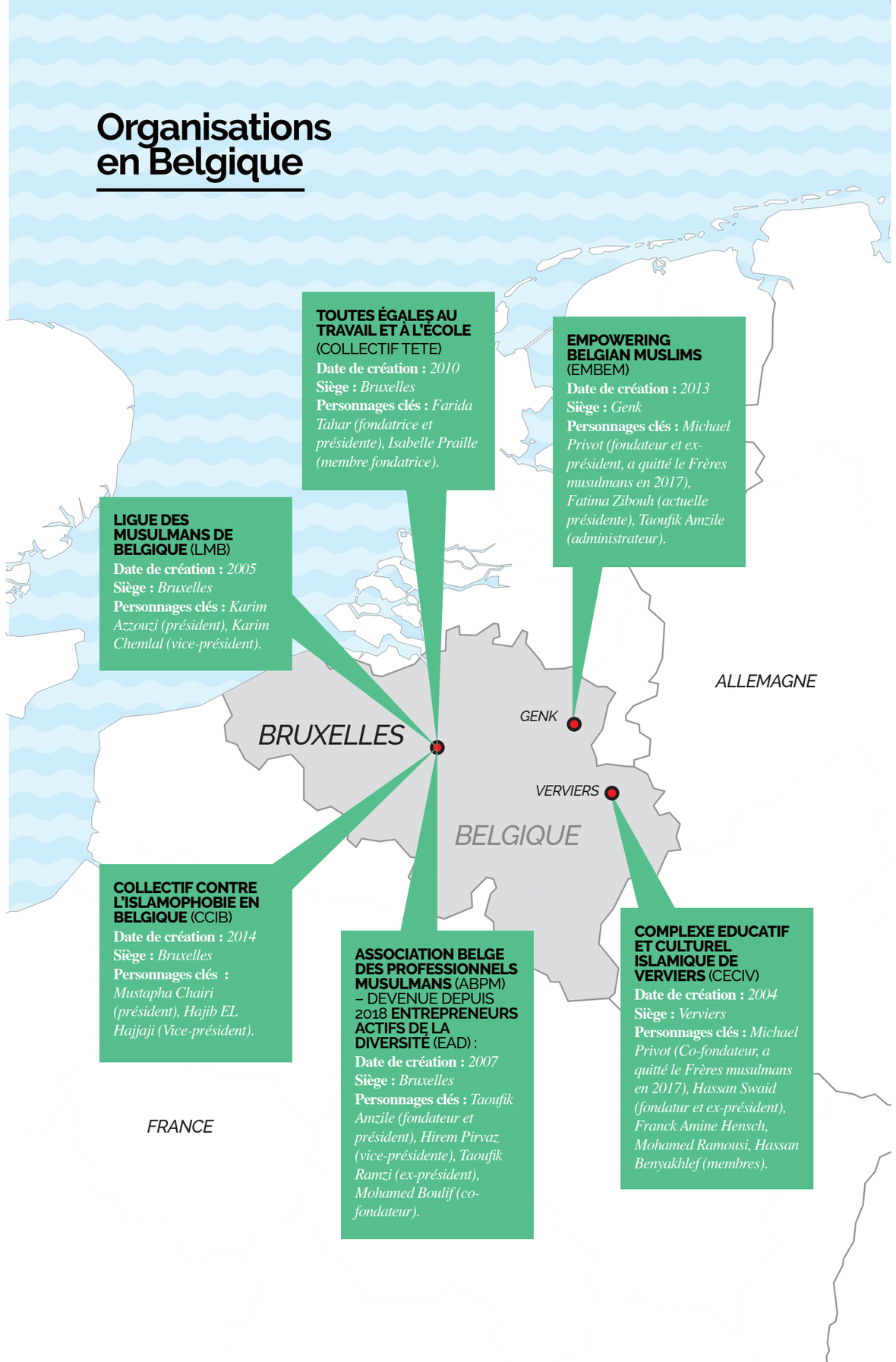
Michael Privot : Quand j'étais Frère musulman...

Diplômé d'Histoire et de Philologie (philosophie des idées) orientales, Michael Privot s'est converti à l'islam, à l'âge de 19 ans. Outre les fonctions qu'il a occupées au CECIV, dans sa ville natale, il a contribué, durant ses années d'activisme frères-musulman, à la création de plusieurs organisations, dont la plus virulente est l'*Empowering Belgian Muslims*.

Quatre ans après avoir dévulgué son appartenance aux Frères-musulmans, il quitte la Confrérie. Et milite depuis pour un « *islam des Lumières* »

En 2015, il co-signe avec trois autres intellectuels musulmans belges un manifeste en dix points pour réformer l'islam européen. Il relate l'expérience de son endoctrinement par les Frères musulmans dans une autobiographie intitulée *Quand j'étais Frère musulman, parcours vers un islam des lumières*. En mai dernier, il annonce la création d'un Institut Européen des Études de l'Islam, dédié à la formation des imams. Une initiative saluée par les autorités et par les instances représentatives des musulmans en Belgique, en France, en Allemagne et au Pays Bas.

Organisations en Belgique



Allemagne

Tout a commencé par une mosquée à Munich...

Enquête sur les réseaux européens des Frères musulmans (volet I)

Implantés en Allemagne depuis la fin des années 1950, les Frères musulmans y exercent une emprise quasi-totale sur les lieux de culte et les institutions socio-culturelles islamiques. Et ce travers deux branches de la Confrérie : l'une est arabe, importée outre-Rhin par un trio de leaders du Tanzim al-Dawali *(Saïd Ramadan, Ali Ghaleb Himmat et Youssef Nada) ; l'autre est turque, contrôlée par le clan Erbakan, l'une des familles les plus influentes au sein de la mouvance frère-musulmane en Turquie.*

C'est à Munich qu'a été posée la première prière de l'édifice européen des Frères musulmans, en 1958. En août de cette année-là, le chef de file du *Tanzim al-Dawli*, Saïd Ramadan, s'était installé en Suisse. Mais, avant d'y fonder son célèbre *Centre Islamique de Genève*, en 1961, il a d'abord jeté son dévolu sur la capitale bavaroise, en y implantant le projet de construction de la première mosquée de la Confrérie en Europe.

Un choix qui s'explique par la présence en Bavière d'une forte communauté musulmane. En effet, avant l'arrivée massive en Allemagne d'une immigration ouvrière musulmane, majoritairement turque, dans les années 1960 et 1970, une première communauté musulmane, d'origine caucasienne, s'était installée outre-Rhin, au milieu des années 1940. Il s'agissait d'anciens soldats tchétchènes, azéris et daghestanais mobilisés par les nazis pour combattre l'URSS, durant la seconde guerre mondiale. Et qui sont restés en Allemagne, après la défaite du 3ème Reich, majoritairement dans le Land bavarois.

Instrumentation anti soviétique

Le choix de Munich, pour accueillir la première mosquée frères-musulmane, était aussi lié à d'autres motivations, moins pieuses, visant à instrumentaliser cette communauté caucasienne contre le bloc soviétique, dans le cadre de la guerre froide. C'est ce qu'a révélé, en 2011, le journaliste américain Ian Johnson, lauréat du prix Pulitzer, dans un livre intitulé *Une mosquée à Munich. Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*.

Selon lui, Saïd Ramadan était « traité », dès son installation en Europe, par un agent de la CIA basé à Munich, connu sous le nom de Bob Dreher. Le livre fait aussi un récit détaillé du voyage entrepris, en juillet 1953, par une délégation de représentants des Frères musulmans, parmi lesquels se trouvait Saïd Ramadan, pour se rendre à la Maison-Blanche. Recevant ces délégués des Frères musulmans, le président Eisenhower leur a proposé un deal sans équivoque : « *Notre foi en Dieu devrait nous donner un objectif commun : la lutte contre le communisme et son athéisme* ».

Pour concrétiser son projet munichois, Said Ramadan a créée la toute première association frères-musulmane d'Europe, sous la forme d'un comité chargé de la construction de la grande mosquée de Munich. Deux ans plus tard, en 1960, ce comité donna naissance à une association intitulée *Communauté Islamique d'Allemagne* ou *Islamische Gemeinschaft in Deutschland* (IGD). En 1968, suite au retrait de Saïd Ramadan, forcé de se replier à Genève, suite à un long conflit avec ses compagnons de route Fréristes (voir les détails, page 26), l'IGD a été reprise en main par deux autres historiques du *Tanzim al-Dawli* : Ali Ghaleb Himmat et Youssef Nada (voir notre enquête sur les Frères musulmans en Suisse, page 16).

Une « non violence de façade »

Actuellement affiliée à la *Fédération des Organisations Islamique en Europe* (FOIE), l'IGD est devenue la principale entité frères musulmane en Allemagne. Dirigée par par Samir Falah, elle dispose d'une filiale jeunesse connue sous le nom de *Muslimische Jugend in Deutschland* (MJD), dirigée par Sarwar Faraj. Cependant, l'essentiel de la propagande et des activités de prédication de l'IGD passe par le travail de proximité, à travers des associations caritatives, des écoles coraniques et des centres socio-culturels islamiques. Pour cela, elle dispose d'une myriade d'*Islamische Zentren* (centres Islamiques), implantés dans les différents Länder allemands, dont les plus célèbres sont le *Centre Islamique de Munich*, dirigé par Ahmad Von Denffer, qui publie le journal *al-Islam*, et celui de Berlin, dirigé par Mohammed Taha Sabri, qui gère la grande mosquée de Berlin-Neukölln.

Bien que jouissant d'une reconnaissance légale, les activités de l'IGD sont scrutées de très près par le *Bundesamt für Verfassungsschutz* (BfV), le service de renseignement intérieur allemand. Dans un rapport daté de décembre 2018, consacré aux « organisations islamistes légalistes », le BfV a épinglé l'IGD, pour « *non-conformité avec les fondements de la démocratie* », dénonçant sa « *non violence de façade, qui cache des objectifs visant à renforcer un sentiment de défiance à l'égard des valeurs occidentales et à discréditer la démocratie* ».

Selon le rapport, les leaders de l'IGD, quand ils s'expriment à huis clos, ne cachent pas leur volonté de « *créer des Etats islamiques de droit divin, y compris, à terme, en Allemagne* ».

Les Frères turques

En parallèle de la filière arabe des Frères musulmans, implantée outre-Rhin grâce au trio Ramadan-Himmat-Nada, il existe une branche turque de la Confrérie, contrôlée par le clan Erbakan, organisée au sein de l'I*slamischen Gemeinschaft Millî Görüş* (IGMG). Il s'agit de la branche allemande de la Confrérie turque *Millî Görüş* (vision monothéiste), fondée en 1969, par Necmettin Erbakan, le leader du *Refah Partisi*, l'ancêtre de l'actuel AKP, le parti du président Erdogan. Présidée actuellement par Kemal Ergün, la *Millî Görüş* contrôle plus de 300 mosquées en Allemagne.

Longtemps ces deux branches des Frères musulmans allemands s'ignoraient mutuellement. Puis, des alliances familiales ont été mises en place, pour aider à les rapprocher. Ainsi, Ibrahim el-Zayat, l'ancien directeur de l'IGD, a épousé la fille de Mehmet Erbakan, l'un des fondateurs de la *Millî Görüş*. Une alliance qui lui permet de jouer les *go-between* entre les leaders actuels de la branche arabe, dont il est issu, et leur Frères de la « famille » turque. ●

Allemagne

Quand les Frères (ennemis) se sont étripés à Munich !

Le 23 août 1973, un muezzin appelle, pour la première fois, à la prière, depuis une mosquée en Bavière : le centre islamique flambant neuf situé à la sortie de Munich, au milieu des bois. A cette époque, l'Allemagne de l'Ouest ne compte que cinq mosquées. Celle de Munich a coûté cinq millions de Marks.

Construite par un architecte allemand d'origine turque, elle possède « *un minaret d'une finesse étourdissante, haut de 35 mètres et couronné par une demi-lune dorée. Un escalier en spirale conduisait à la plateforme d'où le muezzin devait appeler à la prière* », écrit Ian Johnson, dans son livre *Une mosquée à Munich…*

Les Allemands et derrière eux, les Américains, et plus particulièrement la CIA, ont fait la courte échelle à trois Frères musulmans venus implanter la Confrérie en Occident. Il y avait d'abord l'Egyptien Saïd Ramadan, le gendre d'Hassan al-Banna, le fondateur de la Confrérie. Pour mettre la main sur la communauté musulmane en Allemagne et construire cette fameuse mosquée, il s'appuie sur un Frère syrien, Ali Ghaleb Himmat, et sur son compatriote Youssef Nada, le financier occulte des Frères musulmans.

Au départ, les Américains misent sur Saïd Ramadan. Ils voient en lui le futur porte-parole de l'Occident dans le monde musulman. « *Les services de renseignement américains firent pression sur la Jordanie pour qu'elle délivre un passeport à Ramadan* », raconte Ian Johnson. Seulement voilà, le père de Hani et de Tariq Ramadan n'avait pas vraiment un mode de vie irréprochable.

Généreusement « sponsorisé » par les Saoudiens, Saïd Ramadan roule en Cadillac de couleur criarde. Et il n'est pas insensible aux charmes des femmes de petite vertu. On retourne les traces de ses frasques, dans les archives des services suisses décalcifiés en 2018. Ses voisins, rapporte une note secrète datant du 14 novembre 1960 (voir le faximilé ci-contre), se plaignaient de la fréquence des allée et venue de femmes de petite vertu venant rendre visite au cheikh égyptien !

Plus grave, en 1960, Said Ramadan affirme à ses *Frères* avoir recueilli une importante somme d'argent, pour la construction de la mosquée de Munich, de la part du roi d'Arabie, Saoud Ben Abdelaziz, du roi Hussein de Jordanie et d'hommes d'affaires turcs et libyens. Il annonce même avoir créé des « succursales » à La Mecque, Médine, Djeddah et Beyrouth, en y nommant des « conseillers honoraires » chargés de récolter des fonds en son nom.

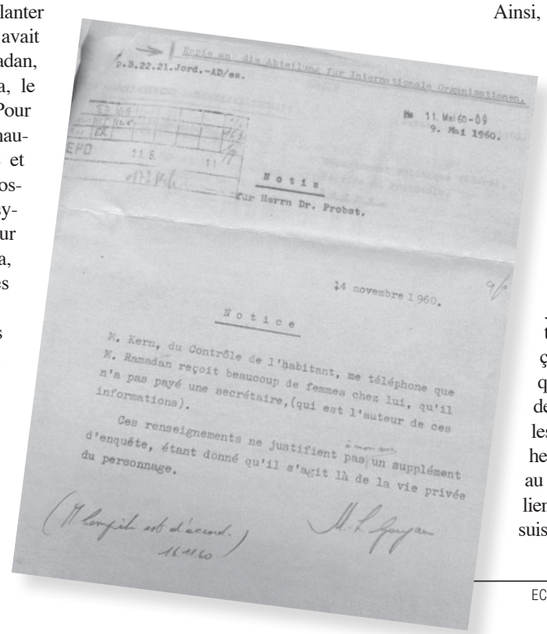
Mais, les mois passent sans qu'il ne ramène le moindre sou. « N*ul n'avait encore vu la couleur de la somme promise à l'occasion de son pèlerinage à La Mecque l'année précédente* », écrit Ian Johnson. Finalement, Saïd Ramadan, lâché par les Saoudiens, abandonne le projet munichois et se replie en Suisse, où il crée le Centre islamique de Genève.

La culture du secret, chère aux Frères musulmans, a fait que le conflit n'a pas éclaté au grand jour. Mais lorsque la mosquée de Munich est enfin inaugurée, en août 1973, Saïd Ramadan n'est même pas invité. Le comité en charge de la construction de la mosquée l'a même radié de la liste de ses membres !

Ali Ghaleb Himmat a échappé à la disgrâce de son motor. Lâchant Saïd Ramadan, il endossé le rôle de Brutus, en se rapprochant de son rival Youssef Nada. Contrairement à Saïd Ramadan qui a pu quitter l'Egypte assez tôt après l'arrivée au pouvoir de Nasser, Youssef Nada a passé plusieurs années en prison. À sa sortie, il se lance dans les affaires et finit par s'installer en Libye. D'où il est contraint de s'enfuir, suite au coup d'Etat du colonel Kadhafi, en septembre 1969. Mais comme dans le monde arabe les haines ne sont pas éternelles, le guide libyen, qui cherchait à redorer son blason auprès du monde musulman, accepte de lui venir en aide, en 1971, en participant au financement de la mosquée de Munich.

Ainsi, c'est grâce à un chèque d'un 1,5 million de marks, reçu de Kadhafi, que Youssef Nada parvient à finaliser la construction de la mosquée de Munich. Il préfère, cependant, rester dans l'ombre, laissant le premier rôle à Ali Ghaleb Himmat, intronisé, durant trois décennies, à la tête de la mosquée.

Les deux hommes, aujourd'hui octogénaires, sont restés très proches. Malgré les soupçons de financement du terrorisme qui ont pesé sur eux, au lendemain des attaques au 11 septembre 2001, les deux hommes coulent des jours heureux dans leurs villas voisines, au cœur de la paisible enclave italienne de Campione, dans le canton suisse du Tessin. ●


Ecrit en die Abteilung für Internationale Organisationen.

P.B.22.21.Jord.-AD/es.

Bern, 11. Mai 60-Bg
9. Mai 1960.

EPD

Notiz

für Herrn Dr. Probst.

14 novembre 1960.

Notice

M. Kern, du Contrôle de l'habitant, me téléphone que M. Ramadan reçoit beaucoup de femmes chez lui, qu'il n'a pas payé une secrétaire,(qui est l'auteur de ces informations).

Ces renseignements ne justifient pas un supplément d'enquête, étant donné qu'il s'agit là de la vie privée du personnage.

(Mappe ist abgesandt.)
11.11.60

Frères musulmans

Le rapport du Congrès américain qui affole la Confrérie islamiste

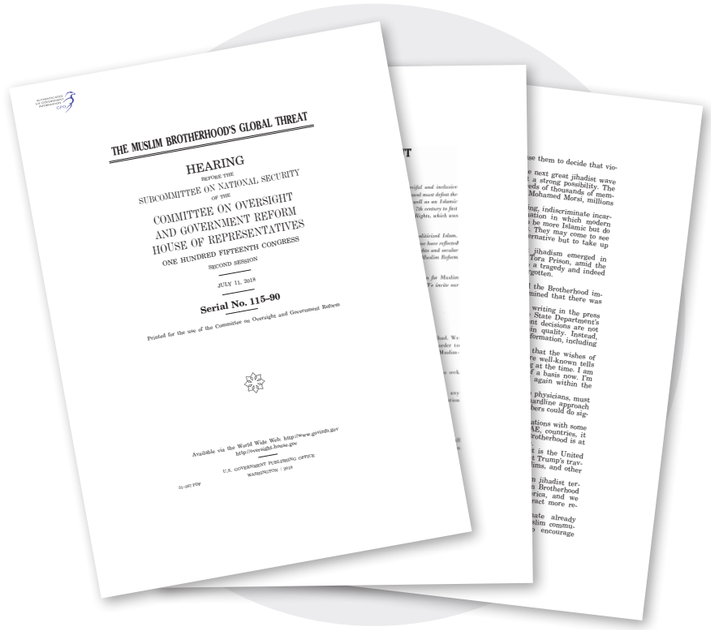
Jamais un document occidental n'a provoqué un tel affolement dans les rangs de l'Internationale frères-musulmane. Les plus enflammés y voient une « déclaration de guerre» et menacent de risposter. Les plus rusés courbent le dos, craignant une interdiction de la Confrérie.

Réunie, le 11 juillet 2018, pour une audition sous l'intitulé de « *la menace des Frères musulmans pour les Etats-Unis et leurs intérêts* », la sous-commission de la sécurité nationale du Congrès américain a rendu un rapport aux conclusions extrêmement alarmantes, décrivant la Confrérie fondée en 1928 par l'égyptien Hassan Al-Banna comme étant « *une organisation islamiste radicale ayant essaimé en un réseau de filiales dans plus de 70 pays* ».

Pour cerner les contours de la menace que constituent les Frères musulmans pour les États-Unis et le monde, la commission s'est basée sur les témoignages et les rapports d'expertise d'un groupe d'éminent spécialistes composé de Hillel Fradkin, de l'*Hudson Institute* ; Jonathan Schanzer, de la *Foundation for Defence of Demecracies* ; Zuhdi Jasser, de l'*American Islamic Forum for Democracy* ; Daniel Benjamin, Norman E. McCulloch Jr., John Sloan Dickey, du *Center for International Understanding*, au sein de *Dartmouth College* et de l'ambassadeur Ryan Crocker, Diplomate en Résidence à *Princeton University.*

La commission en a tiré un document de 90 page, extrêmement circonstancié, intitulé « *The Muslim Brotherhood's Global Threa*t », concluant que les Frères musulmans constituent « *un mouvement global et influent, dont les différentes branches œuvrent à la promotion d'une idéologie radicale et extrêmement violente, même si certaines de ces branches ne sont pas directement engagées dans le terrorisme* ».

A l'issue de l'audition, le président de la sous-commission congressistes, Ron DeSantis, a reconnu ouvertement que « *la politique américaine n'a pas pris en compte le comportement radical des Frères musulmans et leur soutien aux groupes terroristes* ». Un aveu perçu comme un signe précurseur de la volonté du Congrès américain et de l'Administration Trump de classer les


THE MUSLIM BROTHERHOOD'S GLOBAL THREAT

HEARING

BEFORE THE
SUBCOMMITTEE ON NATIONAL SECURITY
OF THE
COMMITTEE ON OVERSIGHT
AND GOVERNMENT REFORM
HOUSE OF REPRESENTATIVES
ONE HUNDRED FIFTEENTH CONGRESS
SECOND SESSION

JULY 11, 2018

Serial No. 115-90

Printed for the use of the Committee on Oversight and Government Reform

Available via the World Wide Web: http://www.govinfo.gov
http://oversight.house.gov

U.S. GOVERNMENT PUBLISHING OFFICE
WASHINGTON : 2019

Frères musulmans comme organisation terroriste.

Face à cette menace qui pointe à l'horizon, la maison-mère des Frères musulmans est restée discrète, se contentant de la rhétorique habituelle, accusant le rapport de la commission américaine de faire partie d'une « *campagne menée par l'extrême droite religieuse aux Etats-Unis contre l'Islam* ». Mais, certains tentacules de la Confrérie, notamment en Libye, ont qualifié ce rapport de « d*éclaration de guerre* ».

Ainsi, le chef du « Parti de la Justice et de la Construction », vitrine politique des Frères musulmans en Libye, Khaled El-Mashri, s'est empressé d'aller à la rencontre de Stéphanie Williams, qu'il a connue lorsqu'elle fut chargée d'affaires par intérim à l'ambassade américaine en Libye, et qui venait d'être nommée représentante adjointe des Nations Unies dans ce pays, pour lui « *demander des éclaircissements* », tout en l'avertissant que ce rapport pourrait avoir des « *conséquences dangereuses* ».

De son côté, le chef du conseil militaire de Tripoli, l'ancien djihadiste affilié à al-Qaida, Abdelhakim Belhadj, actuellement proche des Frères musulmans, a été plus menaçant encore. Selon une note confidentielle européenne, il aurait mis en garde une source occidentale, avec laquelle il s'est entretenu à Istanbul, que le rapport du Congrès constitue à ses yeux « *une déclaration de guerre des Etats-Unis et de leurs alliés émiratis contre les Frères musulmans* », mettant en garde son interlocuteur que cela allait « *avoir des conséquences, y compris en Libye* ».

Pour l'instant, toutes ces menaces demeurent de l'ordre de l'intimidation verbale. Mais, si l'Administration Trump venait à mettre à exécution ses menaces de classer les Frères musulmans comme organisation terroriste, nul doute que les bras armés de la Confrérie n'hésiteraient pas à passer des paroles aux actes. ●

Le financier du « cerveau » du 11 septembre sévit toujours !

Peut-on financer ouvertement le « cerveau » de l'attentat terroriste le plus spectaculaire et le plus meurtrier de l'Histoire, qui a ébranlé la première puissance mondiale, faisant près de 3000 victimes, et échapper à toute poursuite ou inculpation ?

Pis encore, peut-on être inscrit sur les listes noires de l'ONU et du Trésor américain et continuer, durant dix ans, à accéder, en douce, à ses avoirs censés être gelés, pour y retirer la coquette somme de 120 milles dollars par an, soit 10.000 $ par mois ?

La réponse est oui, à condition d'être un citoyen du Qatar, protégé par les personnalités les plus influentes de ce richissime émirat gazier !

Les récentes révélations du Wall Street Journal, au sujet des lacunes des sanctions onusiennes contre les financiers du terrorisme, ont levé le voile sur la rocambolesque histoire de Khalifa al-Subaiy, éminent cadre de la banque centrale du Qatar et généreux mécène… d'al-Qaida !

Lorsque les préparatifs des attaques du 11 septembre 2001 sont entrés en phase active, durant le printemps 2000, al-Subaiy était responsable de la lutte contre le blanchiment et la criminalité financière (lire la chronique de Roland Jacquard, page 10) au sein la banque centrale du Qatar. Une couverture idéale pour se prêter, en toute impunité, à ses activités secrètes de bailleur de fonds au profit des cadres les plus éminents d'al-Qaida, dont le « cerveau » du 11 septembre, Khalid Sheikh Mohamed.

Il fallait attendre sept ans pour voir le nom de ce « mécène de la terreur » inscrit sur les listes noires de l'ONU et du Trésor américain. Ses comptes bancaires sont alors, théoriquement, gelés. Mais, on découvre aujourd'hui que les autorités qataries sont intervenues auprès du Conseil de sécurité pour obtenir des dérogations lui permettant de retirer de ses avoirs gelés pas moins de 120.000 $ par an, sans que personne ne s'en émeuve durant plus d'une décennie !

Plus grave, des télégrammes diplomatiques américains, révélés par WikiLeaks, rapportent qu'en plus de ces dérogations lui permettant d'accéder à une partie de ses avoirs gelés, al-Subaiy dispose toujours d'un compte bancaire actif, ce qui devrait être interdit à toute personne fichée pour financement du terrorisme. Télégrammes qui apportent, par ailleurs, la preuve que les autorités américaines étaient au courant des largesses dont il bénéficiait et n'ont rien fait, ou presque, pour les faire cesser.

Il fallait attendre mars 2008, suite à une condamnation, par contumace, d'al-Subaiy au Bahreïn, pour des activités de soutien au terrorisme postérieures au 11 septembre, pour que l'Administration américaine exerce, enfin, des pressions sur Doha pour la contraindre à engager des poursuites à son encontre. Il est alors incarcéré. Mais, très vite, de hautes personnalités au sein de pouvoir Qatari interviennent pour le faire libérer. Tant et si bien qu'il recouvre la liberté moins de six plus tard. Et le sous secrétaire du Trésor américain, David Cohen, se contente de protester du bout des lèvres, déplorant que « *les autorités de Doha adoptent des juridictions laxistes en matière de lutte contre le financement du terrorisme* »

Fort de cette impunité, que lui a assuré sa proximité avec certaines grandes figures de la famille princière du Qatar, al-Subaiy n'a pas tardé à renouer avec ses activités de « mécène de la terreur », en levant, à nouveaux, des fonds pour des réseaux liés à al-Qaida et à Daech. Activités dont il ne se cache même pas, allant jusqu'à diffuser sur les réseaux sociaux des vidéos dans lesquelles il exhorte ses compatriotes à faire des dons pour la cause djihadiste. ●

5 DATES

11 SEPT. 2001 — **Les attaques contre les tours jumelles du Word Trade Center à New York font 2 977 morts.**

1 MARS 2003 — **Le « cerveau » du 11 septembre, Khalid Sheikh Mohamed, est arrêté à Rawalpindi au Pakistan.**

MARS 2008 — **Les autorités qataries emprisonnent Khalifa al-Subaiy, puis le relaxent six mois plus tard.**

10 OCT. 2008 — **Le conseil de sécurité de l'ONU inscrit al-Subaiy sur la liste noire des financiers du terrorisme.**

20 JUIN 2019 — **Le Wall Street Journal révèle qu'al-Subaiy contourne le gel de ses avoirs et continue à financer le terrorisme.**

ECRAN DE VEILLE
PROSPECTION GÉOSTRATÉGIQUE
VEILLE SÉCURITAIRE
CONTRE-TERRORISME
RÉSISTANCE AUX EXTRÉMISMES

NEWSLETTER MENSUELLE
PUBLIÉE PAR LE SITE :
www.global-watch-analysis.com

ROOSVELT HOUSE,
6 AVENUE FRANKLIN ROOSVELT,
75008, PARIS
TÉL. : +33 1 70 91 55 55
FAX : +33 1 70 91 55 66

contact@global-watch-analysis.com

SOCIÉTÉ ÉDITRICE :
COUNTRIES REPORTS PUBLISHING

COMPANY NUMBER :
06741319

191 WALTHAM WAY,
LONDON, E4 8AG,
ROYAUME UNI.

Rédacteur en chef, responsable de la publication :
ATMANE TAZAGHART

Experts et consultants de la rédaction :
ROLAND JACQUARD *(contre-terrorisme, veille sécuritaire)*,
CHRISTIAN MALARD *(politique internationale, prospection géostratégique)*,
IAN HAMEL *(investigations, islamisme)*.

Comité de Rédaction :
ASMA RAMDANI *(rédactrice en chef adjointe)*,
NICOLAS CHÊNE *(rédacteur en chef vidéo)*,
MOHAMED AL KHEDIRI *(rédacteur)*,
YACINE TAZAGHART *(JRI)*,
LOUIZA MELHAA *(secrétaire de rédaction)*.

Infographie et maquette : MXB.

Informatique et web : AMAR MERIECH.

Traduction : ARABICSI, CHAUSSÉE DE SAINT-JOB 267, 1180, UCCLE, BELGIQUE.